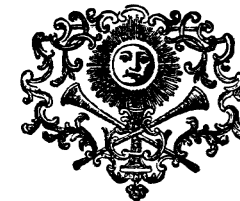


LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
ce serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste est la revue d'un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen. Sa base théorique particulière est la démystification de la justification idéologique des Etats souverains (la nation). Sa base pratique actuelle est la tentative de déplacer la lutte politique des domaines nationaux au champ supranational. *Le Fédéraliste* se propose d'étudier le sens du cours de l'histoire, les aspects du processus du pouvoir, la situation des cadres conceptuels de la connaissance politique, dans le but de rendre possible une action politique autonome. *Le Fédéraliste* a été publié pendant trois ans en italien. Pour ne pas limiter ses lecteurs aux seuls Italiens et pour tenir la promesse faite dès le départ, il paraît maintenant en français et compte paraître plus tard en anglais. Il vit grâce aux abonnements et à la publicité. A la fin de chaque année est publié le bilan.



Quatre numéros par an

Le numéro F. 5 - L. 600	Abonnement de soutien F. 35 - L. 5000.
Abonnement F. 15 - L. 2000	Abonnement méritoire F. 70 - L. 10000.

Direction et Administration: Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688.
Rédaction milanaise: Viale Majno 20, Milano. *Rédaction lyonnaise:*
B. Lesfargues, 22, rue des Essarts, Bron (Rhône) - CCP. n. 5654-32, Lyon

TABLE DES MATIERES

MARIO ALBERTINI, *L'intégration européenne* p. 149

LES FAITS ET LES IDEES

<i>Européisme et nationalisme</i> (m. a.)	» 169
<i>Un germe dangereux</i> (m. a.)	» 171
<i>La France après les élections présidentielles</i> (m. a.) . . .	» 173
<i>La crise de l'O.T.A.N.</i> (m. a.)	» 176
<i>"Petits riens" strasbourgeois. L'Europe, l'Afrique, le Tiers Monde</i> (a. c. b.)	» 178

FICHES

<i>L'idée de nation</i>	» 189
<i>La stratégie de la lutte pour l'Europe</i>	» 196

LES PROBLEMES DE L'ACTION

FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>A propos du langage politique en Allemagne</i>	» 210
---	-------

LES LIVRES

H. MOSER, <i>Sprachliche Folgen der politischen Teilung Deutschlands</i>	
E. G. RIEMSCHEIDER, <i>Veränderungen der deutschen Sprache in der sowjetisch besetzten Zone Deutschlands seit 1945</i>	
<i>Das Aueler Protokoll. Deutsche Sprache im Spannungsfeld zwischen West und Ost</i>	
H. BARTHOLMES, <i>Das Wort « Volk » im Sprachgebrauch der SED</i> (f. r.)	» 227
K. MANNHEIM, <i>Wissenssoziologie</i> (f. r.)	» 228
H. HESSE, <i>Krieg und Frieden</i> (f. r.)	» 228
O. HABSBURG, <i>Europa — Grossmacht oder Schlachtfeld</i> (f. r.)	» 229
K. J. NEWMANN, <i>Zerstörung und Selbstzerstörung der Demokratie. Europa 1918-1938</i> (f. r.)	» 230
<i>Table des matières de la VII^e année (1965)</i>	» 231

L'intégration européenne *

MARIO ALBERTINI

L'ignorance de la nature de l'intégration européenne

Le processus de l'unité européenne a commencé à la fin de la seconde guerre mondiale, même si des projets d'unification se sont fait jour dans l'entre-deux-guerres et même si l'on peut retrouver des idéaux précurseurs dans le courant du siècle dernier. Il s'agit donc d'un processus qui a désormais un long passé, d'environ vingt ans. C'est pourquoi il est surprenant de constater que, dans le domaine de la politique, de la culture et du journalisme, on connaît peu son développement, sa signification historique, les étapes franchies, l'apport unitaire que chacune d'elles a fourni au degré d'unité précédemment atteint, ses actuelles possibilités d'action.

L'histoire des diverses initiatives européennes officielles se présente, dans la terminologie politique, comme une succession de « relances », non comme une évolution à l'intérieur de laquelle une étape en prépare une autre; elle se présente en somme comme une accumulation de tentatives isolées, à la fin de chacune desquelles tout repartirait de zéro. En dehors du Mouvement Fédéraliste, on n'a pas une idée claire de ce qui a été fait jusqu'à maintenant et de ce qui peut être fait pour progresser. La conscience que les cadres nationaux prennent de ce processus est pratiquement nulle.

Un exemple nous est fourni par un récent congrès européeniste en Allemagne. Hallstein et quelques personnalités de l'organisa-

(*) Il s'agit de la version remaniée d'un rapport intitulé « Développement de l'intégration européenne et relatives influences internationales » présenté au Congrès des Facultés italiennes de Sciences politiques sur le sujet « Le moment actuel de l'intégration européenne » qui s'est tenu à Florence les 11 et 12 mai 1963. Le plan de ce rapport figure dans les actes du Congrès publiés par les soins de la S.I.O.I. (Padoue, Cedam, 1963).

tion fédéraliste allemande firent observer que, au terme du processus d'intégration, nous aurons un gouvernement fédéral européen et donc que des ministres européens remplaceront les actuels ministres nationaux dans les secteurs où les problèmes ont acquis une dimension continentale, ceux de la politique extérieure, de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de la monnaie. Alors, Erhard remarqua avec surprise que cela signifierait aussi son abandon du pouvoir en Allemagne, et le transfert de ce pouvoir au président d'un gouvernement européen.

Erhard, et avec lui les autres hommes d'Etat européens, même de Gaulle, disent qu'un jour l'Europe constituera une fédération. Mais s'ils sont placés devant la réalité de cette transformation, devant le fait que, lorsqu'elle se produira, leur rôle de leaders politiques des Etats indépendants cessera, cela leur paraît bizarre, irréel. Et c'est là le signe évident de l'absence, chez les hommes politiques européens, d'une véritable conscience de la nature du mouvement d'unification de l'Europe. Le fait que son aboutissement leur paraisse aussi étrange semble montrer qu'ils conçoivent ce mouvement comme quelque chose qui serait en dehors de l'histoire, dans une dimension sans rapport avec celle de la réalité quotidienne.

D'où vient cette difficulté de compréhension? Il s'agit en partie d'une auto-mystification idéologique (les détenteurs des pouvoirs nationaux tendent à concevoir les Etats actuels, qui sont la base de leur pouvoir, comme des aspects permanents de la vie politique); mais il est un facteur de connaissance pure qui contribue à obscurcir ce processus à ceux-là mêmes qui le vivent. Le mouvement de l'unification européenne ne correspond pas aux formes traditionnelles selon lesquelles se déroule la vie politique. Dans son développement normal celle-ci ne présente pas de mouvements d'unification, de processus qui conduisent plusieurs Etats à se fondre en une formation plus vaste, mais seulement l'évolution des Etats et de leurs relations. Une conséquence en est l'absence de schémas satisfaisants pour la compréhension de processus de ce genre. C'est pourquoi la réalité politique de l'Europe actuelle qui, à côté de la politique des Etats, présente aussi le mouvement de leur unification, reste obscure et échappe à l'intelligence.

Par conséquent, il faut chercher à brosser un tableau théorique — au besoin provisoire — qui rende compte des données du processus d'intégration européenne.

Pour cela, il faut d'abord déplacer la perspective de l'histoire des Etats à leur formation (unification) et en particulier aux processus d'unification allemande et italienne du siècle dernier.

Naturellement, il s'agit de processus qui présentent entre

eux de grandes différences. La principale, en ce qui regarde leur aboutissement, est constituée par le fait que l'unification allemande et l'unification italienne se dérouleront dans une dimension où il était possible d'unir aux dialectes la langue littéraire, d'imposer l'usage d'une seule langue et par ce moyen d'introduire le mythe de l'homogénéité raciale; tandis que l'unification européenne se déroule sur une aire où l'on parle des langues différentes et si enracinées dans l'histoire de la culture et de la civilisation des différents pays qu'il est impossible d'imposer l'unité linguistique et le développement d'un vrai mythe national. Au lieu d'un peuple national, on aura donc un peuple de nations, un peuple fédéral (*Bundesvolk*) et au lieu d'un Etat national, un Etat fédéral.

Le renversement du point de vue

Ces divers processus ont cependant en commun le fait d'avoir comme point de départ plusieurs Etats souverains divisés, et comme point d'aboutissement un seul Etat, qu'il soit unitaire ou fédéral. Il s'ensuit que, pour les comprendre dans leur vraie nature, il faut adopter un point de vue qui est exactement l'opposé de celui que nous avons normalement. Quand nous cherchons à nous rendre compte de la politique de la France, de l'Allemagne, etc., nous nous trouvons devant des données qui changent, mais que nous pouvons rattacher à un cadre permanent: l'Etat. Nous pouvons, en substance, prendre conscience de ces variations continues de l'histoire, justement parce que les institutions, elles, ne bougent pas, et que toutes les données qui changent leur sont rattachées. Dans le processus de l'unité européenne c'est le contraire qui se passe: ce qui reste constant c'est le mouvement lui-même, tandis que ce qui est stable habituellement change, à savoir les institutions.

En fait, il est évident que, au cours de ce processus, les Etats nationaux, dans leur forme actuelle, sont destinés à être dépassés. Le seront aussi, à leur tour, toutes les institutions dans lesquelles les divers stades du processus sont partiellement canalisés, comme le Conseil de l'Europe, les Communautés etc. Donc on ne peut s'en référer à elles comme à des cadres stables. D'autre part on ne peut se référer au point d'arrivée — la Fédération européenne — comme à quelque chose de stable, de toujours présent, au moins comme motivation de la conduite et donc comme à quelque chose qui pourrait expliquer les différentes phases du processus, car la Fédération européenne n'est jamais un choix que font les hommes durant son dévelop-

pement. Celui-ci se fait complètement en dehors de cette décision, que l'on ne prend qu'au dernier moment.

Donc non seulement nous n'avons pas de modèles déjà reçus, grâce auxquels prendre conscience de l'intégration européenne, mais nous sommes même déroutés par ceux que nous utilisons habituellement. Notre mentalité même, les idées que nous nous faisons concernant les Etats, les partis, et ainsi de suite, nous amènent toujours à nous en référer à ce qui est institutionnalisé pour encadrer un processus et jamais au processus lui-même pour encadrer les institutions, tandis que, dans notre cas, ce point de vue doit être renversé. Et ce renversement est rendu encore plus difficile du fait que toute notre culture politique entre en jeu quand nous déplaçons le point de vue des Etats à l'unité européenne. Ce déplacement implique en fait qu'on s'évade psychologiquement des cadres nationaux. Ce qui implique, avant tout, une autodémystification. Il faut comprendre que l'on n'est plus Français à part entière, Allemands à part entière, Italiens à part entière, mais que nous devenons des Européens, et on ne peut le comprendre vraiment sans une critique des aspects mythiques du concept de nation et sans refaire de toute pièce la vision du monde que nous recevons de l'enseignement — de l'école primaire à l'université — selon laquelle la France, l'Allemagne, l'Italie seraient éternelles et les Européens n'auraient été et ne seront toujours, par essence, que des Français, des Allemands, des Italiens.

Enfin, il ne faut pas rester prisonniers du fait que toutes les nouvelles qui nous parviennent par les journaux, la radio, la télévision, sont sélectionnées, élaborées et communiquées, uniquement dans le cadre national. A moins de ne pas en prendre conscience, ce seul fait — sans considérer l'inévitable déformation liée au point de vue national — suffit à faire penser que les nations seraient encore le cadre auquel se rattache l'évolution historique et le processus politique.

Le facteur de l'unité

Contraints à nous référer à un processus et non à des institutions, nous devons en quelque sorte le caractériser avant qu'il ait atteint son terme, en identifiant bien le facteur de l'unité, celui de la division et la loi du développement.

Le facteur unitaire, qui prend racine dans le caractère même de la civilisation européenne et de ses récentes et terribles contradictions nationales, réside dans la modification intervenue dans les Etats du continent à partir de la fin de la seconde guerre

mondiale. Depuis lors, ceux-ci ne sont plus en mesure de faire face, seuls, aux deux devoirs fondamentaux qui s'imposent à tout Etat: celui du développement économique et celui de la défense des citoyens. Même les Etats les plus vastes et les plus peuplés comme la France, l'Allemagne et l'Italie, de même que les Etats régionaux italiens et allemands du siècle dernier, ne fournissent plus les cadres appropriés aux exigences de la vie moderne.

C'est pourquoi ils ont perdu le pouvoir de lier fortement les citoyens et d'obtenir, comme au temps du triomphe des nations, leur loyalisme inconditionnel. Pour la première fois dans l'histoire, ils se trouvent placés en permanence devant l'alternative de l'impuissance dans la division et de la force dans l'unité. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ils étaient en mesure d'assurer seuls leur sécurité et leur économie, d'où la tentative constante d'augmenter leur propre force et de diminuer celle des voisins, d'où les luttes pour l'équilibre et l'hégémonie. Désormais, bon gré mal gré, la raison d'Etat elle-même, l'élémentaire nécessité de subsister, les oblige, sans échappatoire possible, à résoudre ensemble les problèmes qui ne peuvent ni être éludés ni être résolus séparément par aucun Etat. Tel est le piège de l'unification. C'est pourquoi les Etats, contre leur nature, au lieu de suivre chacun sa vie nationale, marchent ensemble.

Le facteur de la division

La division est constituée par la souveraineté absolue des Etats, qui cloisonne la conduite politique des Européens. Il en résulte que le facteur de la division s'identifie, en dernière analyse, avec la tendance à maintenir la politique dans un cadre normal (l'affrontement des partis, les élections, la succession des gouvernements). C'est une observation évidente, mais ce qu'elle implique ne l'est pas. C'est pourquoi il vaut la peine de l'analyser. Précisons-la donc. Tant que la politique reste normale, elle se déroule dans le cadre des pouvoirs organisés, et tant qu'elle se déroule dans le cadre des pouvoirs organisés — ayant eux-mêmes la forme de la souveraineté absolue — elle divise institutionnellement l'Europe. Quand la politique va au-delà, par définition elle n'est plus normale.

Il ne s'agit pas d'une subtilité juridique. Changer le régime d'un Etat n'est pas normal dans tous les sens du mot. Il l'est encore moins de changer le régime de plusieurs Etats (de la souveraineté exclusive à la souveraineté partielle) en créant en même temps, sur le même espace, un Etat fédéral (niveau

minimum d'unité institutionnelle). Pour un but de cet ordre la politique normale ne dispose ni de force ni de moyens. Elle ne dispose pas de la force, le consensus populaire, parce qu'elle peut mobiliser une partie de la nation contre l'autre, non pas tous les Européens qui veulent l'Europe contre tous les Européens qui ne la veulent pas. Elle ne dispose pas des moyens parce qu'elle ne peut dépasser, en ce qui concerne les décisions, le niveau de la nation. Au-delà elle n'a ni force ni moyens, elle peut arriver seulement à des compromis entre les décisions nationales et les intérêts nationaux qui laissent naturellement intacte l'assiette du pouvoir, autrement dit la souveraineté absolue des Etats. C'est précisément ce mur contre lequel se heurte la politique normale qui explique un des étranges paradoxes de notre temps. Nos Etats se sont employés à mettre en commun leurs économies; et jusqu'à ce jour, désormais avec quelque réserve pour la France, ils ont mis en commun leur défense sous le leadership américain. Mais aucun citoyen ne pense, en ce qui concerne sa participation à la politique, à quelque chose qui irait au-delà des élections nationales. Et dans leurs réunions, les partis, tout en se battant âprement, parfois jusqu'à la scission, sur le problème du gouvernement national, n'examinent même pas le problème de la façon ou des façons de poursuivre l'intégration européenne, comme si l'initiative, en politique, n'était pas leur affaire. Il est logique que celui qui se bat pour un pouvoir, en l'espèce le pouvoir national (exclusif), ne peut en même temps étudier la façon de le détruire.

Ceci apparaît clairement si on étudie le moyen par lequel on peut créer l'unité institutionnelle. Il n'en est qu'un: que plusieurs gouvernements décident, le même jour, de créer une fédération. Mais cela ne peut se produire sans qu'un élément étranger aux gouvernements eux-mêmes, l'opinion publique européenne, leur impose cette décision et sans que, à la suite de cette décision, on confère le pouvoir d'élaborer une constitution fédérale à un organisme dans lequel se manifeste la volonté populaire (assemblée constituante). En l'absence de cet élément, il est inconcevable que plusieurs gouvernements, le même jour, prennent cette décision. Nous ne prenons pas en considération le fait que les gouvernements, en l'absence d'une légitimité qui leur est extérieure, n'ont même pas la faculté de prendre cette décision, parce que leur mandat est national, non supra-national, et parce que, en ce qui concerne la conduite des autres gouvernements, ils doivent s'en tenir étroitement au principe de la non-ingérence dans les affaires des autres Etats.

Au contraire, considérons le caractère de la formation de la volonté politique qui soutient les gouvernements et le caractère

de la formation de la volonté politique qui peut soutenir la tentative de mobilisation de l'opinion publique européenne sur le mot d'ordre de la fondation du gouvernement européen. La première exclut les citoyens des autres Etats. La seconde doit, au contraire, les inclure. La première divise les intérêts matériels et idéaux de chaque Etat en fonction du gouvernement national et de ses objectifs possibles, la seconde doit au contraire diviser, sur l'alternative *Europe - nations exclusives*, les intérêts matériels et idéaux de toute l'Europe, afin de faire naître et de faire fonctionner un embryon de vie politique européenne, pour donner à l'opinion publique la possibilité de s'exprimer et, au moment décisif, d'intervenir. Point n'est besoin de démontrer que, dans ces entreprises tout est différent, depuis ce qu'on appelle *ligne politique* à ce qu'on nomme *initiative politique*, des aspects culturels aux aspects organisateurs et ainsi de suite.

Au contraire, après avoir démontré que la politique normale, ne pouvant surmonter la division, la maintient, il faut chercher à apprécier sa force. Elle a avec elle la force même de l'Etat, son inertie. Il faut garder présent à l'esprit à ce sujet que les exigences mêmes de la vie quotidienne font tenir debout n'importe quel Etat, jusqu'au plus chancelant. C'est un fait physiologique. A dire vrai, on ne peut ni travailler, ni voyager, ni même s'alimenter sans l'infrastructure policière, juridique, administrative, législative et politique de l'Etat. C'est pourquoi, tous les jours, sans même s'en rendre compte tant c'est naturel, tous les hommes, par leur simple façon d'agir, exigent la présence de l'Etat, et souvent même réclament son intervention.

On peut penser à un Etat théoriquement meilleur, mais il faut se tourner vers ce qui existe. C'est la stricte nécessité. Mais de cette façon, en réclamant constamment son intervention dans tous les domaines où il peut intervenir, y compris les relations internationales, tous contribuent à le maintenir en vie au maximum de ses compétences (souveraineté absolue).

Il faut ensuite tenir compte de l'élément de résistance constitué par les leaders politiques, grands et petits, par les chefs d'Etat, de gouvernement, de parti, par les ministres, par les parlementaires. Avec la fédération européenne, tous ces gens-là auraient quelque chose à perdre, peu ou prou. Un seul ministre s'occuperait de la politique extérieure, un seul de la défense, un seul du commerce et ainsi de suite. Au lieu de nombreux partis nationaux — même sans faire entrer en ligne de compte l'inévitable simplification du système des partis — il en resterait un seul, avec un seul groupe dirigeant, pour chaque secteur idéologique.

La décadence des Etats, qui s'accumule dans les partis comme les toxines dans le sang, serait balayée. L'Europe a besoin de ce coup de balai, mais c'est là une autre affaire. Ici, il s'agit de faire remarquer que la fédération européenne, en constituant la ligne de partage entre la conservation et la révolution de l'actuel système des partis, constitue par là-même l'obstacle que, par un réflexe de défense, et sans en avoir vraiment conscience, les conservateurs de tous les partis — et non seulement la masse des corrompus, des sots et des privilégiés — cherchent à éviter, même si, bien entendu, ne pouvant pas faire autrement, ils parlent toujours d'unité européenne.

Cette immense masse d'inertie, qui constitue la force de la politique normale, autrement dit de la division, est tenue ensemble par les Etats et ne peut se défaire qu'à l'occasion de la crise de leurs pouvoirs. C'est alors seulement que la population, ayant perdu tout lien avec les Etats, pourra être regroupée autour du pouvoir qui constituera l'alternative aux pouvoirs nationaux en train de se défaire, le pouvoir européen de fait né de l'intégration, en d'autres termes le pouvoir de fonder la fédération et de mener à bien le processus unitaire. Jusque-là, non seulement la population restera liée aux Etats pour les raisons que nous avons vues, mais quelque initiative politique que ce soit — n'est politique que ce qui peut aboutir à une décision du pouvoir — ne pourra se prendre hors du cadre national. L'avant-garde fédéraliste devra se limiter à préparer le terrain, en cherchant à créer un embryon d'encadrement psychologique européen de la population par des actions pré-politiques de propagande.

De ce qui précède, concernant l'identification du facteur de division et de celui d'unité, il se dégage clairement le mécanisme qui déclenche le mouvement de l'unification européenne. D'un côté il y a la poussée vers l'unité, irrésistible du fait que les problèmes qui se présentent ne peuvent être éludés et n'admettent que des solutions unitaires; de l'autre, dans la politique, où se manifeste la poussée unitaire, il y a le frein, dans la mesure où la politique tend à rester dans les limites de la normalité.

La loi de développement

Il reste encore à voir la loi de développement. Par définition, il y a toujours des problèmes qui demandent des solutions unitaires et, par définition, la division institutionnelle subsiste jusqu'au dernier moment. Les décisions sont toujours prises par les gouvernements nationaux, mais dans un cadre européen. Il faut pour cela identifier d'abord ce cadre européen, autrement

dit le cadre du processus, chose peu facile autant dans le fond que dans la forme.

Avec la solution unitaire des problèmes, on arrive, en substance, à une véritable dislocation du traitement de certaines affaires de gouvernement, des cadres nationaux au cadre européen, ce qui ne signifie pas qu'elles soient traitées par une institution équivalant aux gouvernements nationaux même si elles sont, en soi, de véritables affaires de gouvernement. Un exemple: on transfère, des cadres nationaux au cadre européen, le problème de l'établissement du prix du blé. Dans le cadre européen, il y a la Commission du Marché commun. Mais cette Commission n'est qu'un des éléments du processus de la prise de décision. Elle ne peut faire que des projets, qu'elle doit soumettre au Conseil des Ministres de la Communauté. Le cadre auquel on a transféré la compétence d'établir les prix n'est donc pas un centre institutionnalisé, c'est un ensemble d'éléments qui comprend, d'une part, les gouvernements nationaux, d'autre part, certains appareils administratifs européens de nature spéciale et transitoire.

On peut donc dire que, dans un certain sens, le transfert des problèmes a lieu des Etats au mouvement lui-même, c'est-à-dire à une combinaison d'éléments qui change sans cesse de forme, qui s'exprime à travers des institutions, des procédures et des compromis toujours différents, suivant la situation du pouvoir et les modalités par lesquelles on obtient de temps en temps l'accord entre les Etats. D'habitude, on pense à un transfert des compétences des Etats aux Communautés. Mais c'est là une grossière simplification du processus, et non seulement parce que de cette façon, il est limité aux Six. Si la Commission travaille, mais qu'on n'arrive pas à l'accord entre les Etats, il n'y a pas d'intégration, il n'y a rien. Et l'accord entre les Etats se manifeste au Conseil des Ministres, mais il naît des accidents politiques nationaux. Même en ce qui concerne les Six, c'est à ce cadre mobile que se rattache l'intégration européenne, à ce cadre mobile et sans nom constitué par le rapport qui s'établit entre les Etats et qui se manifeste à travers les Communautés comme à travers toutes les institutions européennes et atlantiques, y compris les institutions monétaires.

En second lieu il faut remarquer, au sujet du dynamisme du processus, que la dislocation du traitement des problèmes des Etats à l'intégration européenne transforme profondément la situation, en ce sens que, de cette façon, le contenu de la vie politique, économique et sociale, échappe aux Etats et est absorbé par l'intégration, passant de la division à l'unité. En voici les conséquences. La première concerne les gouvernements, dans la

mesure où la plus grande unité accroît en nombre et en importance les problèmes qui subissent l'alternative de la solution dans l'unité et de l'impossible solution dans la division.

La seconde concerne au contraire un processus concomitant d'une particulière importance, dans la mesure où il alimente et canalise l'initiative politique qui peut faire aboutir l'intégration. En transférant les problèmes des cadres nationaux au cadre européen, elle les transfère aussi d'un cadre où ils sont résolus démocratiquement à un cadre où ils ne peuvent être traités de façon démocratique vu l'absence du mécanisme indispensable: la citoyenneté, les élections, la lutte des partis, le parlement, le gouvernement. C'est là la crise de la démocratie et de la participation des citoyens à la vie politique: là où il y a démocratie, il y a toujours moins de décisions importantes à prendre, tandis que là où il faut les prendre, il n'y a pas encore de démocratie. Mais comme les problèmes passent des Etats au cadre européen, la démocratie ne peut pas ne pas manifester la tendance à s'exprimer à nouveau dans le cadre européen.

En effet, les citoyens qui se détachent moralement des Etats; les socialistes, les démocrates, les libéraux, les chrétiens qui ne se trouvent plus à l'aise dans leurs partis; les jeunes et les idéalistes qui ne se résignent pas à la décadence de la vie publique, ou deviennent réceptifs à la propagande pour l'Europe, ou cherchent des voies nouvelles sans pouvoir les trouver en dehors de l'Europe, ou deviennent militants fédéralistes et renforcent ainsi, directement ou indirectement, l'alternative fédéraliste, qui est en même temps l'alternative à la crise de la démocratie.

Enfin, il faut remarquer, en ce qui concerne l'aboutissement du processus, que ni le dynamisme gouvernemental ni l'extragouvernemental ne pourront l'arrêter, car rien ne peut écarter le choix entre la faiblesse dans la division et la force dans l'unité. Alors, avec le progrès de l'intégration, on atteindra un point où les gouvernements se trouveront en face de problèmes dont la nature unitaire sera si profonde qu'elle demandera un gouvernement unique. Ce jour-là éclatera la crise des pouvoirs nationaux. Et ce jour-là l'avant-garde fédéraliste en sera arrivée à un stade de maturité suffisante pour provoquer la décision que les gouvernements ne peuvent prendre seuls, celle de fonder le gouvernement européen.

En fait, l'unification italienne s'est déroulée ainsi: il n'a pas suffi de Cavour et de sa politique gouvernementale, qui se situait dans le cadre piémontais et cherchait à unir l'Italie dans une confédération, il a fallu Mazzini et Garibaldi, c'est-à-dire ceux qui étaient déjà des Italiens quand l'Italie n'existait pas encore, ceux qui agissaient sur le plan italien et cherchaient à

remuer les Italiens, ceux qui encarnaient l'aspect démocratique du processus.

Une proposition terminologique

Afin de rendre plus clair et plus maniable le schéma du processus de l'unification européenne que nous venons de tracer, nous avons élaboré aussi, toujours de façon provisoire, une terminologie afin de montrer les différents aspects et les différents protagonistes du processus lui-même. Nous appelons *européisme organisé* tous ces cadres de la vie politique, morale, culturelle qui, s'étant rendu compte des limites de la vie politique nationale et de la nécessité de se battre pour faire naître une vie politique européenne, tentent d'agir dans cette direction. L'*européisme organisé* est constitué, en substance, par tous ceux qui ont déjà adhéré aux divers mouvements fédéralistes et européistes.

Ensuite, nous appelons *européisme organisable*: a) tous ceux qui, tout en restant dans la vie politique nationale, ne sont pas disposés à subir son processus dégénératif, et cherchent par conséquent une alternative; b) tous ceux qui, même désormais détachés de la vie politique, sentent la contradiction entre les faits et les valeurs comme un problème personnel, et sont donc disposés à s'engager s'ils entrevoient une solution. L'*européisme organisable* constitue la réserve de force de l'*européisme organisé*, en d'autres termes les énergies que les fédéralistes peuvent faire entrer en action au fur et à mesure qu'ils réussissent à rendre efficace leur combat. Enfin, nous appelons *européisme diffus* le sentiment européen qui se fait jour dans la population européenne elle-même. L'âme de tous les citoyens, dans nos Etats, est aujourd'hui partagée: à côté du loyalisme envers l'Etat, engendré par le passé et par la tradition, commence à prendre forme un attachement à l'Europe, engendré par le présent et par la perspective du futur. Comme l'Europe n'a pas encore une physionomie définitive, cet attachement reste encore confus. Toutefois, il est l'embryon d'un nouveau loyalisme supranational qui, se juxtaposant aux vieux loyalismes nationaux et éliminant leur exclusivité, donnera lieu à un dédoublement de la citoyenneté, autrement dit à la base sociale du fédéralisme. Ceci n'est en fait rien d'autre que le premier stade de formation du peuple fédéral européen. L'*européisme diffus* constitue la force populaire à engager dans la lutte pour l'Europe. L'*européisme organisé* et l'*organisable* constituent la classe politique de cette lutte, le guide de l'*européisme diffus*.

D'autre part nous appelons *unité de fait* la situation qui

caractérise actuellement l'Europe occidentale. C'est une unité de fait, car elle se maintient sans pouvoir politique, sans institutions vraiment autonomes.

Il est utile de s'en référer à cette expression, et non à celles qui sont basées sur les « communautés », car elles laissent notre pensée à mi-chemin et ne la mettent pas en contact avec le fondement de la forme actuelle d'unité et de sa cause: ce que nous avons déjà défini comme le *déclin de la souveraineté nationale*.

La première phase, ou phase psychologique

Examinons maintenant de façon schématique les phases qu'a traversées le mouvement d'unification européenne. Il en a déjà traversé deux, et nous sommes maintenant dans la troisième. On peut appeler la première phase « psychologique », la seconde « économique » et la troisième « politique ». Pour chacune d'elles il s'agit de voir le ou les problèmes cruciaux qui l'ont déterminée, le caractère de l'alternative qui a obligé les Etats à prendre des positions unitaires, l'aspect politique général et le degré d'unité européenne obtenu.

Nous pouvons caractériser la première phase de la façon suivante. *Problème dominant*: l'agressivité de l'U.R.S.S. immédiatement après la guerre. *Caractère de l'alternative*: possibilité de contenir l'U.R.S.S. en Europe occidentale seulement par l'unité, impossibilité de la contenir dans la division. *Aspect général*: subordination du mouvement européen aux Etats-Unis. Les gouvernements de l'Europe occidentale continentale n'étaient pas en mesure d'élaborer de façon indépendante leur propre politique extérieure et économique, et ils suivirent les politiques d'unité atlantique et d'unité économique européenne imposées par les Etats-Unis, avec le Royaume-Uni dans un rôle auxiliaire (doctrine de Truman, plan Marshall, O.T.A.N., O.E.C.E., U.E.P.). L'euro-péisme se confond, politiquement, avec l'atlantisme. On a eu le renforcement du bloc atlantique et, dans son cadre, la libération européenne des échanges et la reprise de l'économie européenne. *Aspect unitaire européen*: diffusion de l'idée de l'unité européenne (qui constitua la base psychologique réelle de la politique occidentale et européenne) dans la classe politique et dans l'opinion publique, et son expression symbolique dans le Conseil de l'Europe, privé de pouvoirs comme le mouvement européen l'était d'autonomie, auquel adhèrent tous les Etats européens d'observance atlantique.

Il n'est pas besoin d'observer comment ceci a représenté

le renversement total de l'histoire européenne. On peut rappeler toutefois un fait qui l'éclaire crûment: l'échec de la tentative de de Gaulle pour reprendre la politique traditionnelle de la France, basée sur la rivalité franco-allemande et sur l'alliance entre la France et la Russie comme garantie contre l'Allemagne. Peu après la libération de la France, de Gaulle et Bidault se rendirent à Moscou et négocièrent un accord avec l'Union Soviétique. Mais cet accord, qui ne correspondait en rien à la nouvelle situation de l'Europe, resta oublié.

Au contraire, il faut observer que c'est justement cette situation qui explique la différence radicale entre le premier et le second après-guerre en ce qui concerne l'Europe occidentale. Comparativement au premier, le second constitue une période de grande harmonie entre les Etats et de grande tranquillité dans la politique intérieure. Evidemment on a connu de grandes grèves et de forts malaises politiques; mais tout cela est bien pâle si on le compare à ce qui se passa après la première guerre mondiale. Le fait est que les forces politiques et sociales se trouvèrent dans une situation de pouvoir caractérisée par l'impossibilité des conflits et des oppositions entre les Etats, par la nécessité d'accepter une unité imposée de l'extérieur, et par l'absence absolue de véritables alternatives, l'alternative communiste étant bloquée.

Cette passivité ne doit, en aucune manière, faire oublier l'élément européen autonome de cette phase, celle de la politique américaine d'unité européenne. Sans cet élément, la politique américaine n'aurait pas eu de succès, elle n'aurait pas permis à la société européenne de progresser, à la vie économique et politique de se réorganiser, à certaines énergies de s'exprimer. Cet élément fut annoncé, par Churchill, qui, par la suite, se dressa contre l'unification européenne. Ce fut lui qui, à cette époque, parla au nom de l'Europe, qui lança même l'idée d'une armée européenne, qui, en un mot, donna un certain esprit européen à une politique décidée hors de l'Europe, en Amérique du Nord. Sans cette mobilisation de l'esprit européen il y aurait eu seulement une subordination passive à une pression extérieure, pour ainsi dire à des ordres venus de l'extérieur. Une politique au vrai sens du mot ne se serait pas développée, les énergies indispensables pour la réaliser n'auraient pas pris corps.

On constate facilement que la politique américaine d'unité européenne et occidentale fut acceptée par de nombreux Européens, non seulement par nécessité, mais aussi parce qu'elle permit d'espérer la renaissance de l'Europe ainsi que la récupération de son indépendance et de son autonomie, c'est-à-dire le rétablissement des conditions qui auraient permis aux Euro-

péens de retrouver leur liberté et la possibilité de décider de leur destin, plutôt que de le voir décidé de l'extérieur. L'Europe permettait de penser à l'avenir; la France, l'Italie, l'Allemagne, même si elles représentaient le passé, la tradition, même si elles avaient des attaches sentimentales solides dans le cœur des hommes, ne permettaient plus de considérer le futur avec confiance. S'il s'était agi seulement de subir une politique américaine avec la seule perspective française, allemande, italienne, on se serait trouvé dans la position psychologique des satellites, d'hommes qui ont perdu la liberté et ne peuvent la reconquérir. En se plaçant dans la perspective européenne, on pouvait au contraire accepter cette politique comme un sacrifice nécessaire pour retrouver sa propre dignité de citoyen.

Ceci montre que dans la première phase de l'intégration, bien qu'il n'y eût ni une politique extérieure ni une politique économique décidée par les Européens, on assista toutefois à la mobilisation d'un sentiment européen, d'une espérance européenne. Chez les hommes, commença à naître la conscience que, pour sauver tout ce qui était valable dans le passé de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, il fallait construire l'unité de l'Europe.

On ne peut expliquer la naissance du Conseil de l'Europe autrement que par la nécessité de donner une forme visible à l'espérance et à l'avenir de l'Europe, fût-ce par une institution uniquement symbolique. L'Europe n'était qu'un fait psychologique, mais sous cet aspect elle était autonome, et elle se manifesta symboliquement de façon autonome.

A la lumière de cette interprétation on comprend le sens du Conseil de l'Europe. Aujourd'hui on ne s'en occupe plus, du point de vue de la stratégie politique. C'est désormais une institution cristallisée, privée d'une fonction spécifique: rien qu'un rassemblement de parlementaires de divers Etats, privé de compétences, qui se réunit une ou deux fois par an, et qui ne peut rien décider, mais seulement discuter.

Son vide institutionnel explique pleinement sa décadence; mais il faut rappeler que tout de suite après la guerre il a symbolisé et canalisé les éléments psychologiques qui constituent le contenu de la première phase de l'unification européenne. Le Conseil de l'Europe est très instructif même sous un autre angle. Par son extension, il montre quelles sont les dimensions de l'Europe, là où pouvaient et peuvent naître les espérances et les sentiments européens, mais pas encore de profondes convergences sur le terrain économique et politique, autrement dit de concrètes perspectives d'intégration.

La seconde phase, ou phase économique

Le problème crucial qui a engendré la seconde phase, la phase économique, est celui de l'Allemagne de l'Ouest. En 1949-50, la vie sociale était revenue à la normale dans tout l'Occident, y compris l'Europe occidentale, mais la situation politique présentait encore un aspect paradoxal: d'un côté, les ressources en force de l'Allemagne, qui n'avait pas encore retrouvé sa souveraineté, restaient complètement inutilisées; de l'autre on éprouvait profondément la nécessité — à cause de la poussée stalinienne et de la menace russe — d'employer toutes les énergies disponibles, et par conséquent même celles de l'Allemagne, pour y faire face. D'où le problème de l'encadrement de l'Allemagne dans le système de l'unité atlantique et de l'unité économique européenne et, corrélativement, celui du *status* de l'Allemagne, de sa place en Occident et en Europe et de ses rapports avec la France.

Une fois encore se présentait l'impossibilité de résoudre le problème dans la division et la possibilité de le résoudre grâce à un certain degré d'unité. Quand le problème de l'Allemagne de l'Ouest se posa, les Américains et les Anglais voulurent simplement lui rendre son armée et sa souveraineté; mais les Français, qui étaient ceux qui avaient le plus souffert de la puissance allemande et qui avaient mené contre elle de terribles guerres, s'y opposèrent. L'unique possibilité de sortir de cette contradiction était de trouver une solution unitaire. La France ne pouvait contrôler l'Allemagne. Mais acceptant elle-même un contrôle européen, elle aurait pu obtenir que l'Allemagne elle aussi s'y soumit.

Le problème de l'Allemagne occidentale se transforma ainsi en celui de créer un lien qui unit la France et l'Allemagne de telle sorte qu'une lutte entre elles ne fût plus possible: cela signifiait neutraliser — dans un certain sens — les deux principales sources de la puissance allemande, l'industrie lourde de la Rhénanie et l'armée. Ce n'est pas un hasard si la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* (C.E.C.A.) et la *Communauté européenne de défense* (C.E.D.), c'est-à-dire les deux institutions européennes proposées à l'époque — les deux liens européens pour résoudre le problème du retour de l'Allemagne dans les relations internationales — avaient pour but un contrôle supranational sur l'armée et sur l'industrie lourde allemande.

Le dilemme qui amena le projet de la C.E.D. était typique: il est nécessaire d'employer les Allemands dans la défense du « monde libre », il est dangereux d'avoir une armée allemande face à une armée française; donc, pour avoir des soldats alle-

mands sans armée allemande il n'y a qu'un moyen, créer une armée européenne. Schuman et Adenauer (pour De Gasperi le raisonnement serait plus complexe) eurent l'illusion de pouvoir faire une armée européenne sans faire l'Etat européen, et de pouvoir maintenir les Etats nationaux sans armée. C'était une illusion. Si la C.E.D. avait réussi, les Etats privés de leur armée auraient bien vite cessé d'exister comme Etats souverains exclusifs. D'autre part, l'armée européenne aurait imposé la fondation de l'Etat fédéral européen.

La C.E.D. échoua, entraînant pour ce moment-là dans le néant cette possibilité; mais de toute façon, elle représenta une étape fondamentale dans l'histoire de l'unification de l'Europe parce qu'elle engendra la plate-forme des Six en montrant quels étaient les Etats qui avaient la possibilité et la nécessité d'arriver rapidement à un degré très étroit d'unification. La C.E.C.A. et la C.E.D. avaient été proposées à la Grande-Bretagne, qui était dans le jeu pendant la phase psychologique; qui l'avait même conduit pendant cette phase. Mais, comme il s'agissait désormais de se soumettre à des contrôles supranationaux ou internationaux très étroits, la Grande-Bretagne refusa; et on dut fonder la C.E.C.A., et négocier pour l'armée européenne, sans la Grande-Bretagne.

On délimita ainsi un cadre politique dans lequel les intérêts des Etats et des marchés convergeaient si étroitement que cela donna lieu à une unité de fait même sans gouvernement commun; le cadre dans lequel le processus d'unification, sur cette solide base de pouvoir, pouvait se poursuivre et acquérir un plus grand approfondissement. Et avec la C.E.C.A. on trouva un moyen institutionnel pour prendre des décisions au niveau international, sans disposer de pouvoir politique, dans des domaines qui, normalement, demandent un vrai gouvernement ainsi qu'une administration étatique. Grâce à l'unité de fait, qui en constituait le « moteur » caché, la C.E.C.A. fonctionna en se révélant, à l'intérieur de ces limites, vitale.

A travers cette formule, inventée par Monnet qui ne croyait pas au Marché commun, passèrent précisément les projets d'unification économique, qui, jusqu'alors, n'avaient eu aucun succès, et l'unité de fait se révéla solide au point de pouvoir soutenir le début d'un véritable processus d'intégration économique. Ce fut un fait capital pour la vie de l'Europe. Après la première guerre mondiale, obligée par les rivalités entre Etats à maintenir le cours de l'économie dans les dimensions nationales qui ne correspondaient plus à celles de la production moderne, l'Europe avait marqué le pas et était nettement distancée par l'Amérique du Nord. Au contraire, avec le Marché

commun, elle se trouva disposer du cadre de base d'une production moderne de masse et se remit à progresser.

Mais cette ébauche suffit. Nous devons simplement mettre en évidence les grandes lignes du développement de l'intégration européenne. Reprenons donc de façon schématique nos observations, en les faisant aboutir.

Les données principales de la *seconde phase* du mouvement sont les suivantes. *Plate-forme*: l'unité psychologique créée par la phase précédente. *Problème crucial*: la nécessité de mettre fin à l'occupation de l'Allemagne occidentale et les difficultés de son insertion dans l'alliance atlantique et au sein de l'Europe occidentale. *Caractère de l'alternative*: impossibilité de résoudre le problème en restituant la souveraineté à l'Allemagne occidentale et en l'accueillant dans une pure et simple alliance d'Etats souverains et divisés, et nécessité de l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe moyennant un contrôle européen des bases traditionnelles de la politique allemande (C.E.C.A., en ce qui concerne l'industrie lourde rhénane, C.E.D. en ce qui regarde l'armée allemande).

Aspect général: malgré l'échec de la C.E.D., qui détruisit la possibilité de former depuis lors un Etat fédéral, cette alternative divisa les Etats du Conseil de l'Europe en deux groupes: celui des Six, disposé, et celui, se rattachant au Royaume-Uni, non disposé à accepter d'étroits contrôles en matière d'importance vitale. Les conséquences indirectes furent extrêmement importantes. L'unité de fait entre les Six était si étroite qu'elle constituait la base politique d'un marché commun, et avec la C.E.C.A. avait été créée une structure adaptée pour élaborer une politique commune sans éliminer les pouvoirs des Etats. Cette procédure fut étendue à l'ensemble de l'économie avec la C.E.E.A. (*Communauté européenne de l'énergie atomique*) et surtout avec la C.E.E. (*Communauté économique européenne*). Ainsi naquit un marché aux dimensions suffisantes pour soutenir la production moderne de masse, qui consolida le développement précédent et fit de l'Europe des Six une puissance économique. Bien canalisé, le mouvement européen entraîna l'économie en expansion des Six et passa ainsi de la subordination à l'indépendance dans le domaine économique, favorisée d'abord par les U.S.A. et combattue par le Royaume-Uni (A.E.L.E.).

Aspect unitaire européen: le progrès de l'intégration économique transfère le processus économique des Etats, c'est-à-dire de la division et de la subordination au leadership américain, au mouvement européen dans le cadre des Six, c'est-à-dire à l'unification et à l'autonomie. L'énergie, l'industrie, l'agriculture, en puissance les transports, la monnaie, et la programmation

elle-même, ont acquis, sont sur le point d'acquérir, ou ne pourront faire autrement que d'acquérir un caractère unitaire européen, avec les conséquences suivantes sur l'assiette politique des Six et sur l'équilibre des forces politiques: *primo*, la situation des Six est désormais celle d'une véritable Confédération politique, même si ses compétences sont limitées au seul secteur économique; *secundo*, une tendance autoritaire se développe dans la politique des gouvernements, par suite du passage du traitement des problèmes économiques de l'aire nationale, où les citoyens possèdent le pouvoir électoral de décider, à l'aire confédérale, où ils ne le possèdent pas; il se développe également un embryon de tendance fédéraliste dans l'opposition démocratique qui ne peut rétablir les droits des citoyens qu'en se battant pour la Fédération. Ceci fait de l'Europe des Six le cadre où on peut créer le premier noyau fédéral européen.

La troisième phase, ou phase politique

La crise et la fin de la seconde phase du mouvement européen dépendent de son succès. Avec l'indépendance relative des Six sur le plan économique, naît le problème des rapports entre eux comme unité d'une part, les U.S.A., la Grande-Bretagne et tous les autres pays avec lesquels les Six ont des relations économiques importantes d'autre part. Il ne s'agit pas seulement du fait qu'il est différent d'avoir des rapports avec chacun des Six pris séparément ou avec eux en tant qu'unité. Il s'agit aussi du fait que, avec l'expansion économique et le remplissage partiel — partiel parce que limité à l'économie — du vide de puissance qui s'était manifesté en Europe aussitôt après la seconde guerre mondiale, les rapports entre l'Europe occidentale, les U.S.A., le Royaume-Uni, l'Union Soviétique, ses satellites et ainsi de suite, avaient changé radicalement.

Il va de soi que, bien que né sur le plan économique, un problème de ce genre ne peut être résolu en termes économiques, mais seulement en termes politiques. Seule la politique, et seulement dans l'épanouissement de son expression, peut résoudre les problèmes des relations internationales. Et en effet, depuis que l'intégration européenne, l'économie une fois unifiée, a posé ce problème, elle manifeste aussi la tendance à entraîner dans son sillage, en le soustrayant aux Etats et en l'unifiant, le traitement des plus grands problèmes politiques. Ceci explique, d'autre part, la lenteur avec laquelle cette phase se développe. Jusqu'à présent nous en avons vu la gestation, qui a abouti à l'échec de la tentative de la Grande-Bretagne d'entrer dans

Marché commun. C'est l'histoire d'hier, qui se retrouve encore dans les polémiques d'aujourd'hui sur l'« Europe européenne », sur l'« Europe ouverte » et ainsi de suite. Il faut en rappeler les principaux points.

La présence, à la tête de la France, de de Gaulle, fit mûrir très rapidement, malgré la résistance du personnel politique du vieil atlantisme, la tendance des Six à transférer les plus graves problèmes de la politique extérieure et militaire, des Etats, c'est-à-dire du leadership américain, à l'intégration européenne. En d'autres termes, la tendance à l'élargissement des compétences de la confédération — selon notre terminologie — aux domaines de la politique extérieure et militaire et à l'indépendance européenne dans ces secteurs mêmes.

Cette tendance menaça à brève échéance les positions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur le problème de la défense de l'Europe, de l'Allemagne, de Berlin, de la détente, des armes nucléaires, etc..., et à long terme leur position elle-même dans le monde. Avec l'avènement de la confédération politique et militaire des Six, et sa probable transformation au sein du premier noyau fédéral européen, les Etats-Unis perdraient immédiatement le leadership de l'Occident, et la Grande-Bretagne finirait même par perdre complètement sa souveraineté parce que, une fois l'Europe politique constituée, naîtrait un équilibre mondial qui l'obligerait à y entrer.

C'est pourquoi se développa la tentative du gouvernement britannique, soutenu par l'Amérique, d'entrer dans le Marché commun et de transformer, avec les Etats de l'A.E.L.E., l'Europe des Six en celle du Plus grand nombre, afin d'éliminer le facteur qui avait altéré les rapports de force dans la sphère atlantique. Avec le Plus grand nombre, dont l'unité de fait n'est pas assez profonde pour soutenir le mécanisme communautaire qui a fait ses preuves avec les Six (il suffit de penser aux aventures du Conseil de l'Europe), l'intégration économique ne pourrait pas ne pas revenir en grande partie au contrôle des nations (pensons, par exemple, à l'agriculture), en perdant tant en unité qu'en profondeur. Par conséquent, le mouvement européen ne pourrait pas ne pas perdre à nouveau, après l'avoir reconquise, l'indépendance économique, et avec elle la base de son développement ultérieur. Et ce n'est pas tout. Compte tenu du plan américain contenu dans le *Trade Expansion Act*, rien n'aurait pu arrêter le glissement de l'Europe du Plus grand nombre vers la grande aire atlantique de libre échange, et la nouvelle confusion de l'europisme avec l'atlantisme, au sein duquel les rapports entre Etats sont ce qu'ils sont, et le leadership américain inévitable.

Ce projet a échoué et ses propos ne sont désormais que

des ombres du passé. Que dire au contraire de l'avenir, ou du développement de la troisième phase de l'intégration européenne? Comme nous l'avons constaté en étudiant la nature du processus, on ne peut faire marche arrière sur cette voie. Que celui qui en douterait considère qu'un retour de l'industrie et de l'agriculture des Six dans la sphère des marchés nationaux est désormais inconcevable, tandis que c'est un fait que, au delà des Six, cette économie n'aurait pas une base politique. On peut dire par conséquent que la loi de développement de l'intégration devra fatalement s'imposer, au besoin avec les variantes imprévisibles dues aux accidents humains. Pour mettre en évidence le caractère qu'elle assumera pendant cette phase, au cours de laquelle elle revêt un aspect définitivement politique, il ne reste qu'à en présenter, comme pour les phases précédentes, les aspects schématiques, les données fondamentales.

Les voici, en ce qui regarde l'épicentre, les Six. *Plateforme*: l'unité économique atteinte, au besoin partiellement, dans la seconde phase. *Problème crucial*: le règlement des rapports entre les Six comme unité avec les U.S.A. et le Royaume-Uni d'une part, l'Union Soviétique, la Chine et le Tiers-Monde d'autre part. *Caractère de l'alternative*: l'impossibilité de résoudre ce problème avec six gouvernements séparés, nécessité de fonder un gouvernement européen pour le résoudre. Il n'est pas nécessaire de démontrer que le Six ne pourront pas résoudre le problème de leurs rapports politiques avec les autres Etats du monde sans un gouvernement qui les représente.

D'autre part, en ce qui concerne leurs rapports intérieurs, il est inutile de démontrer que, sans un gouvernement européen, ils ne pourront pas résoudre les problèmes qu'ils affrontent désormais et qu'ils ne peuvent à la longue éluder: prix agricoles (et par conséquent politique de l'agriculture européenne), transports, monnaie, programmation économique.

Du reste on entrevoit déjà quelles sont les embûches. Entre 1967 et 1969, la période transitoire du Marché commun arrivera à son terme. En 1969, arrivera à échéance le Pacte Atlantique. Ce sont des difficultés qu'on surmontera difficilement sans la fondation d'un gouvernement européen. Et si par hasard, on ne sait comment, elles devraient être surmontées, il se présentera un problème qui mettra en état de crise tous les gouvernements européens et autres, celui de l'armement nucléaire allemand. Et celui-ci ne pourra pas être surmonté, mais il provoquera certainement, dans le cadre des dynamismes de l'intégration européenne, tant gouvernementaux qu'extra-gouvernementaux, la naissance de la Fédération européenne.

Les faits et les idées

EUROPEISME ET NATIONALISME

Dans les pays de l'Europe des Six, l'évolution de l'état d'âme de la population et des aspirations de la jeunesse semble présenter, depuis quelque temps, une reprise du nationalisme et une décadence de l'europhisme. En réalité, dans les réactions des citoyens aux faits de la politique intérieure et internationale et dans les chiffres de quelques sondages d'opinion, il ne manque pas de signes qui peuvent être interprétés également de cette façon. Mais avant d'en tirer des conclusions pessimistes au sujet de l'unification européenne, il s'agit de voir si cette interprétation est juste ou erronée.

Une première considération s'impose immédiatement. Le nationalisme peut s'exprimer pleinement, l'europhisme non. S'il y avait déjà en Europe un premier noyau fédéral, pour lequel voter comme pour les gouvernements nationaux, l'europhisme et le nationalisme se trouveraient dans des conditions d'égalité et l'on pourrait, en quelque sorte, mesurer objectivement leur force respective. Mais ce noyau n'existe pas et il n'y a même pas quelque chose d'autre; il n'y a rien d'europhisme pour la population et pour la jeunesse. Partis, syndicats, associations, journaux, votes, cérémonies: tout est national sauf le M.F.E., qui ne peut cependant pas encore exercer sa fonction car il ne connaît l'unité supranationale que depuis 1959 et il doit encore se structurer. Même l'Europe, aujourd'hui, est nationale. On fait des congrès, des échanges de jeunes, des cérémonies, des manifestations, mais il s'agit toujours de l'Europe des Allemands, des Français, des Italiens, etc., c'est-à-dire de l'Europe des Etats, jamais de l'Europe des Européens. Pour cette raison le senti-

ment européen est invisible même quand il est présent; pour la même raison il reste fragile même dans l'esprit de celui qui l'éprouve fortement, parce qu'aucun sentiment, si fort soit-il, ne peut s'épanouir pleinement sans point de repère, sans moyen d'expression, sans la certitude née du fait qu'on le rencontre chez autrui.

Pour juger la force respective du nationalisme et de l'euro-péisme, il faut donc aller au-delà des chiffres des sondages et des réactions visibles des citoyens, et chercher à déceler la racine même de l'évolution de la conscience politique. A ce sujet, une seconde considération s'impose: les problèmes qui conduisaient hier au seul européisme conduisent également aujourd'hui au nationalisme. Tandis que dans les premières années de l'après-guerre, la sécurité des Etats et les lignes de développement de l'économie ne passaient qu'à travers l'unité européenne (sous la protection américaine), ces mêmes finalités passent aussi maintenant à travers le renforcement des défenses nationales et des choix nationaux de politique économique. C'est un fait que sans la force de frappe la France se sentait, et était, dans les mains des U.S.A.; que sans une participation nationale à la stratégie nucléaire américaine l'Allemagne se sent, et est, sans défense; que le Marché commun même exige désormais des choix de plus en plus engagés de la part des gouvernements nationaux, etc.

Mais c'est aussi un fait, et c'est là le point capital, que sans l'unité politique de l'Europe on n'obtiendra jamais ni une véritable sécurité, ni une base sûre pour le progrès économique et la reprise de la technologie d'avant-garde. Cela montre sans l'ombre d'un doute que les mêmes facteurs qui provoquent aujourd'hui la reprise du nationalisme contribueront demain à la reprise de l'euro-péisme. D'ailleurs, s'il était possible de présenter dès maintenant la solution définitive de ces problèmes — la politique étrangère, militaire, économique et sociale d'un gouvernement européen —, cette déviation transitoire de l'euro-péisme au nationalisme, qui constitue la force de de Gaulle, fondrait comme neige au soleil.

Le nationalisme d'aujourd'hui n'est donc qu'une maladie de croissance de l'euro-péisme. Rassuré à cet égard, on peut rap-peler sans crainte le résidu de vérité qu'il y a dans la distinction entre « bon nationalisme » (indépendance nationale comme libération de l'impérialisme) et « mauvais nationalisme » (hégémonie), et surtout tenir compte de la modification que le « bon nationalisme » subit dans le cadre fédéral. Prenons le cas de la Roumanie, un cas précisément de « bon nationalisme » en ce sens qu'il tend à la libérer de la domination soviétique. La Rou-

manie étant un Etat national souverain, sa juste aspiration au progrès économique, étouffée par l'impérialisme soviétique, n'a pu se manifester qu'à travers la forme de l'indépendance nationale, de la non-ingérence dans ses propres affaires, du refus de l'internationalisme. Mais si la Roumanie appartenait à un cadre fédéral européen, cette même exigence, au lieu de se formuler en termes nationalistes, se serait formulée en termes exclusivement sociaux. Il se serait agi du plan de développement roumain dans le cadre de la politique économique européenne.

Il n'y a pas de problème, en Europe, qui ne subirait une transformation semblable en passant du cadre national exclusif au cadre fédéral. Telle est la grande vérité qu'il faut avoir à l'esprit dans la lutte contre la dégénérescence nationaliste.

(novembre 1965)

m. a.

UN GERME DANGEREUX

L'Allemagne s'est engagée, avec les accords de Paris et de Londres en 1954, à ne pas fabriquer d'armes nucléaires. Cela n'est pas toutefois une solution du problème en question. L'Allemagne revendique en fait depuis longtemps, et chaque jour qui passe avec une énergie accrue, sa propre participation à la défense nucléaire de l'O.T.A.N. Le 11 novembre, en présentant son gouvernement, le chancelier Erhard a dit entre autres choses: « Les alliés atlantiques devraient participer à la défense nucléaire dans la mesure de la menace subie par eux et des charges qu'ils assument ».

Le 15 novembre, après sa visite à Paris, le ministre des Affaires étrangères Schröder, interrogé par un correspondant du Monde, après avoir rappelé aussi bien la nécessité « d'une égalité des droits dans l'Alliance atlantique », que celle de son adaptation « aux situations politiques et militaires nouvelles, notamment celles qui résultent du fait que quelques membres de l'Alliance ont des armes atomiques et les autres non », a affirmé: « Dans la défense des intérêts vitaux de l'Allemagne

nous devons réclamer l'égalité des droits. Nous ne sommes l'homme lige de personne, le satellite de personne, le protectorat de personne, mais un allié sur qui on peut faire fond ».

Ce n'est pas seulement la faute du général de Gaulle si l'Alliance atlantique est en crise. Elle est en crise à cause également de cette requête de plus en plus pressante de l'Allemagne, qu'on ne sait pas comment satisfaire. La force nucléaire multilatérale, qui théoriquement aurait dû servir aussi à cela, a été abandonnée parce qu'elle créait plus de problèmes qu'elle n'en résolvait. Et maintenant on a essayé de trouver un nouveau point de départ avec le Comité spécial de l'O.T.A.N. pour la stratégie nucléaire. Que faut-il en penser? Avec le plus grand cynisme, le correspondant du Corriere della Sera a écrit: « Le problème, tout le monde le sait désormais, est de donner à l'Allemagne l'illusion de participer, dans des conditions d'égalité, aux conseils nucléaires, mais tout en la tenant en quarantaine ».

Nombreux sont ceux qui, dans les hautes sphères de la politique, pensent vraiment comme cela, mais il est évident qu'il s'agit de personnes qui ne se préoccupent pas de ce qui se passera une fois qu'on aura reconnu à l'Allemagne, au prix d'un stratagème, le droit de participer à la stratégie nucléaire. Les choses en étant là, il ne restera qu'une possibilité à l'Allemagne, celle de rendre petit à petit cette participation effective. Ce qui signifie qu'elle finira par disposer un jour de ses propres armes nucléaires. Dans une alliance d'Etats souverains comme le Pacte atlantique, il n'y a pas en réalité d'autre moyen que celui-là de participer à la stratégie nucléaire de l'alliance.

Une des plus grandes difficultés de la politique mondiale vient justement de ce que le réarmement nucléaire allemand est désormais en gestation. Le fait est là, même si bien des gens, incapables de déceler le fruit dans le germe, en subissent les conséquences sans en prendre encore conscience. Cela entrave la mise au point des traités pour la sécurité européenne et pour la non-dissémination des armes nucléaires, en d'autres termes le nouveau pas en avant sur la voie de la détente, bien plus que ne le fait le problème du Sud-Est asiatique, dont la solution s'avère difficile mais non impossible. D'autre part cela redonne un nouveau départ à la tragique opposition entre la France et l'Allemagne, dont Russes, Américains et Anglais cherchent encore, inconsciemment, à profiter.

Y a-t-il un remède? Oui, mais on ne le trouvera pas dans la tentative déloyale de tromper l'Allemagne, ni dans celle-là, vaine, de la réduire, éventuellement après l'avoir réunifiée, à un Etat de second ordre protégé par un accord entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. Il faut trouver une autre voie. Il faut partir de la

constatation que l'on ne peut pas refuser aux Allemands l'égalité des droits au sein de l'O.T.A.N., et par conséquent leur proposer de la réaliser non avec l'Etat allemand, qui au même titre que l'Etat français, l'Etat italien, etc., n'est plus un moyen positif pour parvenir à cette fin, mais avec l'Europe. Il s'agit de faire l'Europe, et par conséquent de confier au gouvernement européen la tâche de régler avec les U.S.A. le problème nucléaire de l'O.T.A.N.

L'Europe est nécessaire pour la solution de ce problème comme de tous les autres problèmes fondamentaux qui, engageant le destin des Européens, engagent aussi celui du monde. Tel est son sens, en vérité: non pas le couronnement de la reconstruction et de l'impossible guérison des Etats nationaux, mais l'alternative à leurs poisons, à leur dégénération, à leur corruption.

(décembre 1965)

m. a.

LA FRANCE APRES LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Le manque de discernement de la chronique, qui mélange les grands événements et les faits négligeables en ramenant tant les uns que les autres au même niveau, celui des choses de tous les jours, risque de cacher le caractère exceptionnel de la situation française. Les récentes élections présidentielles n'ont pas seulement confronté des programmes de gouvernement, elles ont véritablement contraint les forces politiques à prendre position sur les fondements mêmes de la vie politique: les règles constitutionnelles, la structure des partis, les principes du gouvernement. Cela vient de ce qu'il ne s'est pas agi d'élections comme on en fait toujours, mais de tout autre chose, d'un épisode de la pénible recherche d'une alternative globale à la dernière forme historique de la France, celle qui, après la plus grande révolution démocratique, républicaine et nationale de l'histoire, a pris corps avec la III^e République et s'est momifiée avec la IV^e.

Est-il possible de préciser, dès maintenant, cette alternative globale, de façon à donner un objectif précis à l'action de renouveau? La première observation à faire est que certains aspects de cette alternative sont déjà nettement soulignés. De Gaulle et Defferre, tout en étant sur le versant de la crise plutôt que sur celui de la solution, les ont mis en évidence. De Gaulle a montré qu'un Etat moderne doit être gouverné par une seule personne, comme la Grande-Bretagne et les U.S.A. Il est revenu au pouvoir en 1958 parce qu'il était le seul Français en mesure d'assurer à la France le gouvernement d'une seule personne, c'est-à-dire un vrai gouvernement, quand, dans la phase la plus difficile de la décolonisation, elle se trouva précisément en face de ce choix: ou un vrai gouvernement, ou les prétoriens. Defferre, d'autre part, a mis la gauche devant le dilemme de son destin: ou prendre une route où elle pourra trouver un jour cinquante pour cent plus une des voix, chose impossible sans détruire le centre, en englobant une partie de ce dernier, et sans rompre la division politique entre catholiques et laïques, ou ne gouverner jamais. Et il a posé, ainsi, dans ses vrais termes, le problème général de la réforme des partis. L'unité de la gauche, en provoquant par contrecoup celle de la droite, réduirait en fait leur nombre à deux, comme c'est nécessaire.

La seconde observation à faire est que, au sein de la démocratie, on ne peut pas résoudre la crise sans résoudre ces problèmes, ce qui revient à dire qu'elle durera, quand même elle connaîtrait des cycles de calme plat et d'explosions, tant qu'ils ne seront pas résolus. En voici les raisons: avec deux partis, un au gouvernement et un dans l'opposition, le peuple peut aussi bien élire que renverser le gouvernement, c'est-à-dire le contrôler (démocratie); avec plus de deux, non (antidémocratie). Dans ce cas des alliances sont nécessaires — au gouvernement, dans l'opposition ou à l'un et dans l'autre —, pour lesquelles le peuple ne peut voter ou du moins qu'il ne peut renverser — en admettant qu'il puisse voter pour elles grâce à un cartel électoral —, car ces alliances ne se représentent jamais telles quelles aux élections. D'autre part, avec deux hommes dans l'exécutif — un président de la République et un chef du gouvernement, ou plus simplement avec des partis incapables de se donner un leader et de le conserver — il n'y a pas d'action gouvernementale énergique; le gouvernement n'est énergique que s'il dépend, en dernière instance, de la volonté d'une seule personne. Sans doute ce besoin est de plus en plus pressant. Le gouvernement coïncide de plus en plus avec la planification. Quelque mesure que ce soit, dans quelque domaine que ce soit, peu importe

qu'elle soit libérale ou socialiste, exige de toute façon une dépense dans le cadre d'une priorité des dépenses — autrement dit, elle doit entrer dans le cadre d'un plan. Et l'on ne planifie pas sans subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général, c'est-à-dire sans un gouvernement énergique.

La troisième observation à faire est qu'il n'y a pas de solution pour ces problèmes dans le cadre français. Considérons le gouvernement d'une seule personne (présidentiel). Il est impossible: dans un Etat centralisé, il anéantit le Parlement et finit dans le césarisme. En dernière analyse on est arrivé à la V^e République, c'est-à-dire à une constitution à cheval entre le gouvernement présidentiel et le gouvernement parlementaire, précisément parce qu'il faut un gouvernement énergique et que celui-ci est impossible, sinon dans des moments dramatiques. Considérons le bipartisme. Il est lui aussi impossible. Pour y arriver il faudrait une révolution. Mais en France une révolution ne peut pas avoir lieu. On ne peut même pas contrôler le processus politique, c'est-à-dire gouverner dans le vrai sens du mot.

C'est difficile à dire, mais c'est vrai. Gouvernement et plan, nous l'avons vu, tendent à coïncider. Cela signifie que l'on ne réussit plus à gouverner, dans le vrai sens du mot, si l'on n'est pas en mesure de planifier (dans ce cas ce serait la marche de l'économie, et non celle du gouvernement, qui déterminerait combien on peut dépenser, c'est-à-dire ce que l'on peut faire, pour l'école, la recherche scientifique, la défense, etc.). Et tel est précisément le cas de la France: elle ne peut plus planifier parce que l'économie française n'existe plus comme un tout indépendant, mais seulement comme une partie du Marché commun. Il a suffi que le prix européen des céréales risquât de redevenir français pour faire chanceler de Gaulle. Cela montre que l'économie européenne, tout en étant encore en construction, prévaut déjà sur les économies nationales. Et il est évident qu'on ne peut planifier l'économie européenne avec un gouvernement français.

Si gouverner c'est planifier, on ne peut gouverner qu'au niveau européen. Il s'ensuit qu'il n'y a qu'une solution à la crise française: la fondation des Etats-Unis d'Europe. La crise durera donc jusqu'au moment où, au lieu de considérer l'intégration de l'Europe et le renouveau des Etats comme deux choses séparées, on comprendra que l'alternative à leur crise est l'Europe elle-même.

(janvier, 1966)

m. a.

LA CRISE DE L'O.T.A.N.

Le général de Gaulle a décidé de reprendre le contrôle direct de toutes les forces françaises, de soumettre à la souveraineté française toutes les forces et toutes les installations militaires alliées en France, et de demander le transfert hors de France du Commandement suprême allié (S.H.A.P.E.) de Rocquencourt et du Commandement Centre-Europe de Fontainebleau. En prenant ces décisions, la France a déjà abandonné l'O.T.A.N., organisation instituée en 1952 pour intégrer les forces militaires du Pacte Atlantique, tout en déclarant qu'elle entend rester fidèle au Pacte. En substance, de Gaulle accepte l'alliance mais refuse l'intégration. La défense de l'Europe et la stratégie atlantique sont par conséquent en jeu. Que va-t-il se passer? Pour le comprendre, et pour agir efficacement, il convient de répondre à trois questions: l'O.T.A.N. est-elle viable sans la France? Peut-on se passer de l'O.T.A.N.? Et si non, que peut-on faire pour la maintenir?

1) L'O.T.A.N. est-elle viable sans la France? A long terme, non. Du point de vue militaire, l'O.T.A.N. sans la France n'a aucun sens. Le but de l'O.T.A.N. est de défendre l'Europe occidentale contre l'Union soviétique, et il va de soi qu'on ne peut pas organiser efficacement cette défense en séparant le territoire allemand du territoire français. Du point de vue politique, le départ de la France de l'O.T.A.N. rend plus difficile l'intégration militaire des autres pays. En effet, il renforce la conjonction des forces anti-atlantiques en Italie; il rend particulièrement difficile l'intégration militaire de l'Allemagne, qui revendique une participation à la stratégie nucléaire de l'alliance et refuse une intégration limitée à elle seule; il ne soulève pas, c'est vrai, de problèmes particuliers en Grande-Bretagne, dans la mesure où celle-ci est déjà la moins intégrée des nations européennes (les bases américaines en Grande-Bretagne se trouvent sous commandement anglais), mais la met en opposition avec l'Allemagne sur la question nucléaire; bref, le départ de la France déclenche toute une série de réactions qu'il est impossible d'arrêter, à long terme, si l'on ne trouve pas d'alternative.

2) Peut-on se passer de l'O.T.A.N.? Vingt-cinq divisions blindées soviétiques sont stationnées en Allemagne de l'Est; elles constituent le fer de lance du potentiel militaire soviétique, le second du monde. Ou l'on équilibre ce potentiel — ce qui exige l'intégration militaire — ou l'on renonce non seulement à se défendre, mais même à participer activement à la politique in-

ternationale. Qu'il s'agisse de garantir la sécurité des Européens, qu'il s'agisse de la détente, de la réduction des armements, de la non-prolifération des armes nucléaires ou de la promotion des pays sous-développés, on ne peut rien faire sans un poids approprié dans l'équilibre mondial. D'autre part, l'intégration militaire est nécessaire, ne serait-ce que pour des raisons négatives, pour ne pas rétablir au niveau national le critère de la sécurité, de la défense et de la participation à la politique mondiale dans une situation historique qui, sur le plan économique, social, scientifique et moral, crée le besoin de développer toujours davantage l'intégration supranationale.

3) Que peut-on faire pour rétablir l'intégration militaire? Dans son discours historique du 4 juillet 1962, prononcé pour l'anniversaire de l'Independence Day à l'Independence Hall de Philadelphie, où les treize colonies de l'Amérique du Nord, approuvèrent, le 4 juillet 1776, la célèbre Déclaration d'Indépendance qui ouvrit l'ère des révolutions démocratiques et nationales, Kennedy, avec une intuition exacte de tout ce qu'il y a de vieux et de dépassé dans la forme actuelle de l'intégration militaire, l'O.T.A.N., avait indiqué la solution: l'Association Atlantique.

« Nous croyons qu'une Europe unie sera capable de jouer un grand rôle dans la défense commune, de répondre généreusement aux besoins des nations plus pauvres, de se joindre aux Etats-Unis et à d'autres pays pour abaisser les barrières douanières, de résoudre les problèmes de la circulation des devises et des marchandises, et de mettre en œuvre une politique coordonnée dans tous les domaines: économique, politique et diplomatique. Nous voyons dans une telle Europe une associée avec laquelle nous pourrions mener sur une base de pleine égalité toutes les lourdes et grandes tâches qui ont trait à l'édification et à la défense d'une communauté de nations libres ».

Et il ajoutait: « La première chose à faire est, pour nos amis européens, d'aller de l'avant en formant l'union plus parfaite qui rendra quelque jour cette association possible ». Mais les gouvernements européens — pas seulement le gouvernement français, tous: il n'en est aucun qui ait su opposer à de Gaulle la Fédération européenne — n'ont rien fait pour accélérer l'union politique, autrement dit pour rendre possible l'association avec les Etats-Unis sur la base de l'égalité. De la sorte, l'inégalité a engendré ses maux: le retour du nationalisme en France, la menace du retour du nationalisme en Allemagne, la désintégration de l'O.T.A.N. au lieu de sa réforme. Pour les chasser, pour éviter un développement des choses qui irait jusqu'à l'arme-

ment nucléaire de l'Allemagne, il n'y a qu'un moyen: replacer l'Europe sur la voie du dépassement du nationalisme en fondant la Fédération européenne et en réalisant, avec les Etats-Unis, l'Association Atlantique.

(février 1966)

m. a.

" PETITS RIENS " STASBOURGEOIS L'EUROPE, L'AFRIQUE, LE TIERS MONDE

I

La crise du Marché commun a relégué encore plus à l'arrière-plan de la vie communautaire le Parlement européen, qu'il est désormais difficile de distinguer d'un deuxième " Comité économique et social " n'ayant aucune prise politique et discutant les mêmes problèmes techniques avec encore moins de compétence spécifique. Dans ces conditions, les discussions les plus intéressantes sont encore celles de l'Assemblée consultative: car, si elles sont tout aussi académiques, elles concernent au moins, de temps à autre, de grands problèmes d'intérêt mondial.

Deux discours, ceux des ministres des Affaires étrangères du Sénégal et du Chili, et la récente intervention à Strasbourg de M. Thant nous paraissent mériter retenir l'attention des fédéralistes. Venons-en, tout d'abord, aux discours des représentants des deux pays " neufs ", africain et sud-américain.

Deux aspects méritent d'être soulignés dans ces discours (qui ont été respectivement prononcés à Strasbourg le 29 septembre 1965 et le 25 janvier 1966): politique et économique.

Du point de vue de la politique générale, les deux discours confirment ce que nous avons toujours affirmé: que la Fédération européenne représenterait le meilleur " modèle " et le plus grand stimulant pour la réalisation de grandes unités continentales même en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, étape nécessaire pour arriver à la Fédération mondiale. Elle

représenterait donc la meilleure contribution que l'Europe puisse apporter à la paix mondiale comme à l'indépendance économique et politique des pays sous-développés. La preuve en est que même les pas timides, contradictoires, confus de l'intégration européenne officielle suscitent tant d'intérêt, et tant de propos d'émulation dans ces pays.

Laissons la parole à M. Doudou Thiam et à M. Gabriel Valdés.

Le ministre sénégalais a affirmé: « Des raisons immédiates plus contraignantes font que les regards de l'Afrique se tournent vers l'Europe: c'est l'analogie d'un certain nombre de nos objectifs. En Europe, on veut faire une Europe qui soit européenne; en Afrique, nous voulons faire une Afrique qui soit africaine; cela nous impose certaines options similaires sur le plan politique comme sur le plan économique.

Sur le plan politique, il s'agit de constituer progressivement, en mettant en commun les moyens dont vous disposez, un potentiel suffisant et qui permette à l'Europe de disposer librement de sa politique, c'est-à-dire d'elle-même. En Afrique, le problème se pose dans les mêmes termes, si le choix des moyens est différent. Il s'agit pour l'Afrique de mettre en œuvre une stratégie qui la place en dehors des blocs, de suivre son propre destin sans négliger pour autant l'impératif majeur de notre siècle, qui est la coopération internationale.

Sur le plan économique, il s'agit pour l'Europe de détruire progressivement les grandes murailles dressées autour de chaque pays au cours d'une longue période de nationalismes exacerbés, de combattre l'exiguïté des espaces économiques, cause de faiblesse et d'asphyxie. Pour l'Afrique, la préoccupation est la même aujourd'hui. En regardant la carte de l'Afrique, on ne peut manquer d'être frappé par une mosaïque de petits Etats. Cette physiologie de l'Afrique n'est, à vrai dire, que le reflet de ce qu'était l'Europe elle-même pendant la période de colonisation, et alors que l'Europe fait tant d'efforts aujourd'hui pour faire éclater les cadres dans lesquels elle s'était enfermée, on constate les mêmes efforts persévérants en Afrique ».

Cela prouve l'efficacité du processus d'intégration européenne comme modèle. Voilà maintenant les contre-coups africains des hésitations, des erreurs, du manque de courage montrés par les Six: « Le troisième problème, disions-nous, est celui de la réalisation technique de l'intégration. Ici également nous assistons aux mêmes controverses en Europe qu'en Afrique: c'est le problème de la supranationalité. Une fois d'accord sur l'objectif qu'est l'unité africaine, le problème se pose de savoir quels sont les voies et moyens pour y parvenir. A l'échelon de l'Afrique de l'Ouest, ce débat a souvent pris un tour passionné. Cer-

tains disent qu'il faut créer un organe supranational, que c'est la condition nécessaire de l'intégration. Les adversaires de cette thèse soutiennent qu'il faut aborder le problème par le biais économique. Ils disent: 'Créons une union douanière et une union monétaire, harmonisons nos législations fiscales, économiques et sociales; lorsque tout cela sera réalisé, le supranational nous sera donné par surcroît'.

Voilà comment se pose le problème en Afrique. Je vais vous dire très exactement le point de vue du Sénégal. Nous avons fait l'expérience de la fédération. Il est vrai, comme on dit, que nous avions à l'époque un fédérateur extérieur. L'ancienne Afrique Occidentale Française était certainement plus avancée dans la voie de l'intégration que l'Europe d'aujourd'hui. Nous formions une fédération de huit territoires; nous avions un tarif extérieur commun; nous avions supprimé les barrières douanières entre nous; nous avions une même législation sociale, une même législation des prix, une même législation fiscale. En somme, nous avons déjà réalisé le marché commun vers lequel l'Europe tend par étapes. Nous avons aussi un budget très important pour faire fonctionner des organes fédéraux, un exécutif et une Assemblée.

Le Sénégal, après l'indépendance de nos Etats, s'est battu pour le maintien de ce magnifique exemple d'intégration économique et politique; ce fut en vain. Le fédérateur extérieur s'étant retiré, s'érigèrent partout de grandes barrières, et aujourd'hui, malheureusement, nous pouvons dire, reprenant une certaine image, que c'est une 'inextricable cacophonie de réglementations et de politiques économiques nationales disparates et désaccordées'.

Nous avons voulu reconstruire la fédération, mais nous nous sommes heurtés à des difficultés considérables, et l'embryon que nous avions constitué avec le Mali disparut moins de deux ans après sa formation. L'expérience nous a enseigné qu'il est dangereux de faire des constructions par le sommet. On ne construit pas une maison en commençant par la toiture, mais par les fondations. C'est pourquoi nous avons repris patiemment notre labeur en commençant modestement par la coopération et la coordination économiques ».

Laissons maintenant la parole au ministre des Affaires étrangères du Chili: « Sortant d'une grande crise — a dit M. Gabriel Valdés, à propos de l'intégration de notre continent — l'Europe donnait de nouveau une leçon au monde, remplaçant la volonté d'unifier par la volonté de s'unir.

Plusieurs Etats de l'Amérique latine ont assimilé cette leçon

et les nouvelles formules unitaires font aussi des progrès dans notre continent.

La destinée de l'Amérique est paradoxale. Depuis cent cinquante ans les idéaux d'intégration continentale se sont maintenus présents chez des intellectuels, chez les hommes politiques et aussi dans le peuple, chez l'homme moyen. Mais on n'a rien obtenu, ou presque rien. Vingt nations ayant une même origine, une même religion, des luttes communes, des langues qui ne se différencient pas; vingt nations qui ont obtenu leur indépendance en étroite association des armées et d'efforts des dirigeants politiques, n'ont pas encore réussi à se réintégrer. Si l'union est une nécessité historique pour l'Amérique latine, les gouvernements, et certains secteurs réduits, ont conspiré contre elle. Cependant, nombreux sont ceux qui aujourd'hui dirigent leurs regards vers l'Europe en quête de l'exemple qui montrera à l'Amérique le chemin de son unité. Ils se tournent vers l'Europe pour approfondir les questions qui découlent du processus de son union, pour connaître les faits qui ont rendu possible l'existence de ce Conseil, et pour profiter de cette expérience ».

Et voilà maintenant, ici encore, les contre-coups de nos incertitudes: « Dans l'histoire de la coopération européenne, nous ne trouvons pas de formules toutes faites pour avancer vers l'unité, mais certainement une grande richesse de faits et d'expérience dont nous devons tirer profit. De cette façon nous éviterons beaucoup d'erreurs et connaîtrons mieux les réalités ».

Ces deux discours confirment d'autre part quelle est la valeur profonde — le message d'une nouvelle société, plus juste et plus humaine — que les pays sous-développés attendent de l'unité européenne:

Doudou Thiam:

« Nous croyons comprendre que, si l'Europe a décidé de se construire, de se renforcer, ce n'est pas pour ensuite, juchée sur un piédestal, exercer sur le monde une magistrature suprême, une sorte de souveraineté universelle. C'est encore moins pour contempler, indifférente et dédaigneuse, l'humanité déshéritée. C'est pour mieux réaliser sa vocation, qui est de promouvoir le progrès universel en contribuant au développement des pays qui en ont besoin ».

Gabriel Valdés:

« La création d'une Fédération européenne, en tant que bloc opposé à d'autres dans la politique mondiale, ou comme expérience séparée et indépendante des problèmes du monde, ne résoudrait rien, ni en Europe, ni dans d'autres continents. Ce serait tourner le dos à une responsabilité essentielle. Ce serait

exalter à un niveau continental le nationalisme, le pire vice de notre époque, dont l'Europe a donné des exemples qui ont coûté des millions de vies et de terribles souffrances.

C'est pour cela que nous devons parler d'une plus grande ouverture de l'Europe vers l'Amérique ».

Et M. Thant, dans son discours à Strasbourg du 3 mai 1966, a répété, lui aussi: « Je ne crois pas un seul instant que les dirigeants et les peuples de l'Europe aient la moindre intention de se laisser aller à une sorte de provincialisme prospère ou de revenir au nationalisme agressif d'autrefois. Ce que je voudrais souligner aujourd'hui, c'est le besoin impérieux d'orientation et d'action concertée qui se fait sentir dans le monde ».

II

Les deux hommes d'Etat américain et africain se trouvent d'accord même dans la définition de cette tâche, l'une des tâches essentielles de l'Europe fédérée, qui est d'offrir au monde, et en particulier au monde sous-développé, une alternative concrète de progrès dans la liberté.

Écoutons cette fois tout d'abord M. Valdés — et nous en venons, ainsi, aux aspects économiques du problème —: « Lorsque le président Frei parlait à Rome il y quelques mois, il déclarait: 'Nous espérons que l'Europe prenne conscience de sa mission, des questions urgentes qui nous sont vitales et qu'elle comprenne que la défense de la liberté, davantage que sur les fronts de bataille, se trouve au cœur même de nos grandes masses pauvres d'Amérique latine. Ces grandes masses ne demandent qu'à comprendre que la démocratie et la liberté ne sont pas de vains mots, seulement valables pour ceux qui possèdent maison, terres et éducation, mais qu'elles signifient aussi un moyen capable et efficace de construire, dans la liberté, un développement qui leur rendra possible la conquête d'une place digne dans leur propre pays. Cette place, elles ne pourraient la trouver que par la compréhension et la coopération des nations avec qui elles se sentent si étroitement liées' ».

Si de l'énonciation des faits on passe aux problèmes économiques et techniques on se heurte à la même identité de points de vue — et aux mêmes difficultés: « Au cours des cinquante dernières années — a dit M. Doudou Thiam, citant un rapport officiel français — 90% des produits tropicaux ont subi des fluctuations annuelles moyennes de 14% de leur prix, de 19% de leur volume, de 23% des recettes d'exportation procurées par eux.

La détérioration des termes de l'échange aboutit pour les pays exportateurs à des pertes de recettes qui représentent une partie importante des aides qu'ils reçoivent et qui, parfois même, sont supérieures à l'ensemble de ces aides. La baisse des prix des matières premières exportées par les pays pauvres est aggravée par la hausse des produits industriels qu'ils importent.

Tant que l'Afrique continuera d'exporter presque entièrement ses matières premières, et d'importer presque entièrement les produits finis qu'elle consomme, le problème du commerce extérieur sera un des problèmes vitaux de notre continent. En Europe, on nous dit que la plupart des pays développés ne sont pas profondément affectés par les fluctuations des cours mondiaux, notamment pour les produits agricoles. Pourquoi? Parce que chaque pays a un marché intérieur dans lequel il peut écouler une grande partie de sa production agricole à un cours de soutien pour les paysans. En Afrique, il n'en est pas ainsi. Et alors, se pose nécessairement pour nous le problème de l'écoulement de notre production à l'extérieur à un prix rémunérateur.

En premier lieu, organisation mondiale d'un marché des matières premières qui nous protège contre les difficultés de placement et les fluctuations des prix.

En deuxième lieu, garantie d'un prix rémunérateur, afin de permettre l'accroissement des ressources des pays exportateurs.

En troisième lieu, développement industriel des pays sous-développés, par un régime préférentiel à l'exportation de nos produits industriels.

Il faut aussi assurer la même protection de cette production sur place, en évitant que la production des pays développés vienne faire concurrence à la production de ces pays sur place. Cela semble logique car, comme on dit, entre le fort et le faible, c'est la liberté qui asservit et c'est le contrôle qui affranchit.

S'agissant maintenant de l'aide à proprement parler, il nous paraît également que deux règles devraient être posées.

La première serait que les pays riches s'engagent, pendant une période à fixer, à verser 1% de leur revenu national à l'aide aux pays en voie de développement. C'est là quelque chose qui peut paraître excessif, une prétention abusive; mais, vous le savez, le tiers monde est ce qu'il est. Et nous avons toujours dit, et nous le pensons sincèrement, que, si nous voulons assurer une paix stable sur la terre, il ne faut pas créer un antagonisme persistant entre les pays développés et les pays pauvres; il faut, au contraire, développer le sens de la solidarité universelle.

La seconde règle serait que le taux maximum d'intérêt soit de 3%. Je ne m'étendrai pas sur ce point; l'aide au dévelop-

pement ne peut pas suivre les conditions de l'aide commerciale normale ».

M. Valdés a répété toutes ces choses presque à la lettre, et en plus a dit ce que M. Doudou Thiam n'a pas osé, c'est-à-dire quelles sont les responsabilités des pays européens dans cet état de choses. Écoutons-le: « Comme premier pas, il faudrait dans les pays européens supprimer le protectionnisme concernant les activités qui font concurrence aux produits que nous exportons, lorsque ceux-ci sont produits dans de bonnes conditions économiques en Amérique Latine.

Les problèmes du commerce ont une importance fondamentale pour nous. L'accès de nos produits manufacturés et semi-manufacturés aux marchés européens nous permettrait d'acquiescer dans ce continent les produits dont nous avons besoin pour notre développement.

Nous avons toujours été des acheteurs dans ce continent, mais au prix d'un endettement qui limite nos possibilités de progresser et d'augmenter nos exportations.

(...) C'est ainsi que s'expliquent le retard de l'Amérique Latine et les pénuries de son existence. L'origine de cet état de choses remonte au fait que l'Europe, pendant trois siècles de colonialisme, n'a pas permis à ses propres fils d'employer leur imagination ni leur intelligence à développer ce qu'ils avaient conquis.

(...) Pendant des siècles, on a empêché tout un continent de se regarder lui-même; c'est ainsi que nous continuons à être rattachés à d'autres régions, tant dans le domaine politique que dans celui de l'économie et notre indépendance n'existe que dans la forme...

Mais, il y a plus encore: les interdictions qui, durant l'époque coloniale limitaient un commerce plus libre, l'autorité bureaucratique — dépendante de la métropole — qui empêchait à ces territoires d'acquiescer une expérience dans le domaine administratif — constituaient autant d'obstacles à un développement plus rapide...

Les termes d'échange entre l'Amérique Latine d'une part, l'Europe et les Etats-Unis de l'autre, tombent de 180 en 1925, à 143 en 1929, à 115 en 1930, à 70 en 1932, pour retrouver le niveau de 100 en 1938 ».

Et M. Thant, évoquant les mêmes problèmes, a conclu: « La tension est aujourd'hui un mal dont souffrent aussi bien les nations que les individus, et peut avoir des conséquences graves pour elles comme pour eux. Les tensions qui se font sentir actuellement dans le monde sont imputables à quatre grandes causes apparentées. Elles naissent de la rivalité entre

les idéologies politiques — encore qu'il s'agisse là, à mon avis, d'une phase éphémère. Elles naissent de l'inégalité économique, qui est le plus grand problème pratique auquel nous ayons à faire face. Elles naissent de problèmes coloniaux non encore résolus qui pèsent lourdement sur les relations internationales. Enfin, ces tensions naissent de sentiments d'antagonisme racial exacerbés par un long passé de discrimination. Chacune de ces quatre sources de tension contribue dans une certaine mesure à renforcer l'influence mauvaise des autres, et c'est pourquoi on ne saurait considérer aucune d'elles isolément.

(...) C'est, à mon avis, l'inégalité économique toujours plus grande entre les différents pays du monde qui constitue pour nous la source de tension la plus grave et fait peser sur nous une menace réelle de catastrophe. En dépit des programmes internationaux de développement économique et des accords bilatéraux d'assistance, il faut bien dire que les pays riches et industrialisés s'enrichissent continuellement, tandis que les pays peu développés sont, en mettant les choses au mieux, en stagnation. Si l'on considère d'autre part l'accroissement probable de la population au cours des trente ou quarante années à venir, une telle tendance offre des perspectives très alarmantes. Des cas de famine sont signalés dans diverses régions du monde et les difficultés évidentes et toujours plus grandes auxquelles se heurtent nombre de pays peu développés ne sont que les signes avant-coureurs de la crise qui se prépare ».

III

Reste à se demander ce que l'Europe officielle a fait et peut faire pour accomplir la tâche à laquelle elle est appelée, on l'a vu, par les représentants mêmes des pays sous-développés. Et la réponse est décevante.

Il ne faut pas un long discours pour comprendre que l'influence que l'Europe actuelle peut exercer en Amérique Latine est très faible. Seul un nouvel Etat continental pourrait contre-carrer la puissance écrasante des Etats-Unis en Amérique du Sud, renouveler — comme Valdés le propose — l'Alliance pour le Progrès qui, après la mort de Kennedy a été complètement abandonnée au bénéfice d'une politique franchement réactionnaire, et soutenir énergiquement et sur tout le continent une alternative de renouvellement dans la liberté et dans l'unité, seul moyen de rendre inactuelle l'alternative castriste qui, en cas contraire, ne pourra ne pas continuer à garder sa validité et à fasciner les intellectuels, les jeunes, les démocrates.

Jusqu'alors, tout ce que l'Europe pourra donner à l'Amérique latine, ce seront surtout des discours: et il ne sera pas d'une grande importance que ces discours soient prononcés par le général de Gaulle, ou par M. Saragat, ou par n'importe quel autre chef d'Etat européen.

Quelque chose de plus précis — mais hélas, d'encore plus décevant — peut au contraire et doit être dit au sujet des rapports entre C.E.E. et Afrique. Ici, en effet, un Traité d'Association existe et opère. Quels en sont les tendances, les objectifs, les premiers résultats?

Hélas, nous ne pouvons pas ne pas donner raison sur le fond, malgré un certain nombre d'exagérations et d'inexactitudes, à un récent ouvrage d'un auteur communiste (1) qui, dans un chapitre consacré à la C.E.E. ("Un type de contrat néo-impérialiste: l'association au Marché commun européen"), développe la thèse suivant laquelle l'association de la C.E.E. avec les 18 pays d'outre-mer reste en substance dans le cadre néo-colonialiste.

« Les deux principaux instruments du colonialisme classique, écrit-il, sont: l'union douanière, ou la zone de libre-échange selon les cas; la libre circulation des capitaux, généralement assortie de l'intégration monétaire.

Par l'union douanière ou le libre-échange, la 'métropole' pouvait recevoir de ses colonies, sans droits de douane, les matières premières requises par ses industries, les grands produits tropicaux demandés par son marché de consommation. Inversement, les marchés de ses colonies et dépendances étaient protégés et réservés aux productions de ses industries et à tous ses 'produits de traite'.

La libre circulation des capitaux permettait de créer dans les colonies des entreprises d'extraction de matières premières, notamment minières, ainsi que toutes entreprises commerciales ou bancaires, et de rapatrier sans limitation ni contrôle leurs plantureux bénéfices.

(...) L'union douanière et le libre échange interdisent toute réelle industrialisation, des industries jeunes ne pouvant lutter sans protection contre de puissantes industries européennes qui peuvent au surplus se permettre un dumping le temps qu'il faut. La libre circulation des capitaux autorise la fuite des bénéfices réalisés par les sociétés installées ou qui s'installeraient encore dans le pays ex-colonisé, ce qui est incompatible avec l'accumulation de capital indispensable à une rapide croissance. La libre circulation des capitaux est en outre inconciliable avec l'auto-

(1) P. JALÉE, *Le pillage du Tiers Monde*, Paris, F. Maspero, 1965.

nomie monétaire, sans laquelle il n'est d'indépendance que de façade.

Par conséquent, ces deux structures de base typiquement coloniale constituent des critères: tout pays ou groupe de pays qui entend les maintenir à l'égard d'ex-dépendances est néo-colonialiste; tout pays du tiers monde qui les accepte à titre permanent accepte, consciemment ou non, le néo-colonialisme.

Or, qu'en est-il de la convention de Yaoundé?

Et P. Jalée démontre avec facilité que la convention est fondée justement sur ces principes, à peine assortis de quelque clause de sauvegarde, et il en conclut que « le résultat de cette construction sera la confirmation de la division internationale du travail de caractère impérialiste: aux uns les productions primaires, aux autres les usines »; ou, en d'autres termes, que « le régime de la convention de Yaoundé est typiquement, dans son essence, celui de l'exploitation coloniale la plus classique », de laquelle il diffère seulement parce que « au lieu d'être imposé après conquête, il est contractualisé » (ce qui ne change pas sa nature) et parce que dans la C.E.E., « il est mis en coopération ou en société par action », selon les nouvelles exigences des économies des pays exploités.

Répetons-le: ce tableau est brossé d'une main trop lourde et avec des simplifications arbitraires: il suffirait de remarquer que P. Jalée ne fait presque pas mention de l'aide financière et technique que la C.E.E. concède aux pays associés (2). Mais les observations de notre auteur gardent leur validité. L'Europe communautaire, qui est, au point de vue institutionnel, le prolongement des Etats nationaux, l'est aussi quant à la politique économique — interne ou extérieure — qu'elle suit. On le voit pour la politique agricole commune, inspirée d'un protectionnisme insensé. On le voit dans le domaine de l'énergie, et surtout de l'énergie nucléaire, où les intérêts divergents des membres empêchent toute synthèse communautaire. On le voit, à plus forte raison, dans le domaine "africain".

IV

Pour compléter ce petit tableau mondial, que ces trois discours prononcés à Strasbourg par d'éminentes personnalités du Tiers Monde nous ont permis de brosser, il faudrait encore ajou-

(2) Pour corriger ce qu'il y a d'exagéré dans les thèses de P. Jalée on peut lire J. CHAPPERON, « L'associazione fra CEE e Stati africani », *Comunità*, février 1965. Encore faut-il ne pas oublier que la même

ter un mot sur le continent le plus vaste et le plus peuplé de la planète — l'Asie. Ici la C.E.E. est tout simplement absente: pas d'influence politique réelle sur la guerre du Vietnam (seule la France a essayé, d'ailleurs sans succès, de dire ce que l'Europe entière devrait dire); pas de politique chinoise; pas de plan pour résoudre les problèmes de plus en plus préoccupants dont parle M. Thant et dont la récente famine en Inde n'est qu'un exemple prémoniteur.

Qu'il suffise de rappeler que l'Europe fédérée trouverait dans la Chine un allié naturel, devant les deux colosses, U.R.S.S. et U.S.A., dont les intérêts convergent de plus en plus; qu'elle aurait tout avantage à favoriser les revendications territoriales chinoises par rapport à l'Amérique (Formose) comme à la Russie et en général à lui reconnaître une zone d'expansion vers les pays du Sud-est asiatique, dans lesquels des régimes communistes peuvent avoir des effets bénéfiques; que la fin des interventions américaines en Asie amènerait entre autre et nécessairement un engagement accru dans ce continent de la part de l'Union soviétique, affaiblissant considérablement la position de celle-ci en Europe; enfin que l'Europe fédérée pourrait non seulement infléchir la politique des grandes puissances en Asie dans le sens que nous venons d'indiquer, mais aussi élaborer un programme sérieux d'industrialisation de l'Inde, capable de faire demain de ce pays, vis-à-vis de la Chine, un modèle de développement dans la liberté et un exemple des grandes unités continentales et subcontinentales qui doivent préparer la Fédération mondiale.

« Ce que je voudrais souligner — a dit, répétons-le, M. Thant, résumant une pensée largement diffusée, on l'a vu, dans les pays du Tiers Monde — c'est le besoin impérieux d'orientation et d'action concertée qui se fait sentir dans le monde ».

On peut être certain que personne plus que les classes dirigeantes nationales de nos pays ne restera aussi sourd à un tel appel.

a. c. b.

revue s'est prononcée, à plusieurs reprises, en faveur d'une interprétation de l'« association » euro-africaine très proche de celle de P. Jalée (M. DELL'OMODARME, « La CEE e i Paesi africani », février 1963; et, encore plus univoquement, G. CALCHI NOVATI, « Il patto del neo-colonialismo », décembre 1963).

Fiches

L'idée de nation

Habituellement on pense qu'un individu pourrait changer de convictions politiques, mais pas de nationalité. On se représente l'humanité comme un ensemble de nations, que de profondes différences séparent les unes des autres, et l'on croit ces différences insurmontables. Dans cette perspective la nation se présente comme le fondement nécessaire de l'Etat, si bien qu'on n'arrive plus à imaginer un Etat plurinational.

Cette conviction n'empêche pas naturellement que des individus de nations différentes aient entre eux des rapports; bien au contraire, le progrès les intensifie chaque jour davantage; si les divisions nationales étaient vraiment insurmontables, de tels rapports seraient destinés à être perpétuellement exposés aux vicissitudes de la politique internationale: la paix serait éternellement précaire, le commerce international aléatoire, les unions économiques éphémères, les alliances incertaines, les unions d'Etats impossibles.

Et pourtant, si nous voulons déterminer la nature de ces différences en observant la réalité sans préjugé, nous nous rendons compte qu'un Alsacien et un Rhénan, un Lombard et un Tessinois, un Turinois et un Lyonnais ont l'un avec l'autre bien plus de ressemblance que n'en ont un Turinois et un Palermitain, un Alsacien et un Marseillais, un Rhénan et un Prusien, etc. Et alors? C'est un fait que tous les éléments qui sont le plus souvent indiqués comme preuves ou causes de l'existence d'un groupe national ne l'expliquent aucunement. Ceux dont on parle le plus communément sont: la race, la langue, la religion, le territoire, l'Etat, l'histoire, les mœurs et les traditions.

LES THEORIES COURANTES DE LA NATION

L'identification de la nation et de la race constitue peut-être la tentative d'explication la plus fréquente — malgré le discrédit dans lequel est tombé le racisme à notre époque — si bien que la plupart des dictionnaires expliquent le mot « nation » directement par le mot « race », ou bien par le mot « lignée », qui est à son tour expliqué par le mot « race ». Ce serait discourir en pure perte que de démontrer longuement la fausseté de cette identification. Il suffit de rappeler: 1) que, dans la mesure où l'on parvient à isoler grossièrement des groupes humains ayant des caractères physiques extérieurs communs, il se trouve que ces groupes ne coïncident pas du tout avec les nations modernes; 2) qu'il est on ne peut plus douteux qu'il soit possible de délimiter des groupes raciaux même du point de vue génétique; 3) qu'il est scientifiquement établi qu'il n'existe, chez l'homme, aucun lien constant entre les caractères physiologiques et les caractères psychologiques.

La langue, à son tour, n'explique pas la réalité nationale, parce qu'il existe des nations plurilingues (comme la Suisse, la Belgique, le Canada) et des langues parlées dans plusieurs nations (comme l'anglais, l'espagnol, etc.). D'autre part, même les nations apparemment monolingues, n'étaient point telles à l'origine et souvent ne le sont point encore: la langue « nationale » s'est étendue à tout le territoire seulement à la suite de l'action du pouvoir politique par le moyen de l'école d'Etat et de l'administration. C'est le cas de la France, sur le territoire de laquelle on parlait, avant la Révolution, au moins trois langues outre le français (langue d'oc, basque, breton), de l'Italie, où il y a un siècle, l'italien n'était encore qu'une langue littéraire qui se superposait aux dialectes régionaux, etc.

Des propos identiques valent aussi pour la religion. Il existe des nations, comme l'Allemagne, dans lesquelles plusieurs religions sont professées et des religions, comme le catholicisme, professées dans plusieurs nations. Et dans les nations dont tous les membres professent la même religion, l'unité religieuse a souvent été obtenue par le massacre et l'intimidation des minorités (par exemple, en France).

Il faut en dire autant du territoire et de l'Etat. Les territoires et les Etats qui ont pris, à un certain stade de leur évolution, le caractère national, n'ont jamais conservé les mêmes dimensions au cours de l'histoire, mais ont constamment varié selon les péripéties de la politique internationale, jusqu'à atteindre leur étendue actuelle. Et les guerres, les conquêtes, les traités, les mariages, qui leur ont donné leurs dimensions

actuelles ne furent point assurément déterminés par des exigences nationales, mais par le jeu des intérêts dynastiques des monarchies, par des nécessités politiques et stratégiques.

Les mœurs et les traditions aussi ne sont point uniformes à l'intérieur des nations; bien au contraire, comme on l'a déjà affirmé, il existe en général, à l'intérieur d'une nation, des différences beaucoup plus importantes que celles qui existent entre régions voisines de diverses nations. L'histoire enfin n'explique pas les nations (sinon dans le sens général selon lequel l'histoire explique tout — mais alors il faudrait préciser de quelle histoire il s'agit): elle ne les explique pas si on l'entend comme histoire politique, parce que de cette façon elle se réduit en substance à l'Etat et est sujette à la même critique que lui; elle ne les explique pas si on l'entend comme histoire des mœurs et des traditions, pour les raisons mêmes qui font que les mœurs et les traditions sont des critères erronés.

Enfin on a voulu trouver le fondement de la nation dans la volonté de vivre ensemble, dans le « plébiscite de tous les jours » (Renan). A ce propos il convient d'observer que cette idée ne nous avance guère tant que l'on n'explique pas mieux « comment » on vit ainsi ensemble. Préciser ce « comment » revient justement à définir la nation; cette formule laisse donc elle aussi le problème sans solution.

L'ORIGINE DES COMPORTEMENTS NATIONAUX

La nation, qu'est-ce alors? En d'autres termes, qu'y a-t-il derrière l'idée suivant laquelle le genre humain est constitutionnellement divisé en groupes absolument séparés? Habituellement les hommes expliquent la nation, comme nous l'avons vu, par la race, la langue, les mœurs, etc., et nous savons désormais qu'il s'agit de représentations théoriquement inadéquates. Mais au moyen de ces symboles à quelle réalité pensent-ils, même en la déformant? La nation ne peut être que cela.

De fait la réalité dont on parle avec le langage national est généralement constituée: a) du fait qu'un grand nombre de comportements, concernant presque tous les domaines de l'expérience humaine, présentent, à côté de leur motivation spécifique, une seconde motivation, celle de la référence à la « France », à l'« Allemagne », à l'« Italie », etc. (Ceci peut paraître abstrait, mais il suffit d'un exemple pour l'expliquer. Un Allemand en Allemagne, ou un Français en France, etc., tombe en arrêt devant un chef-d'œuvre d'architecture ou un beau

paysage et pense: « Comme l'Allemagne est belle! ». Il va de soi que cette merveille de la nature ou de l'art n'est pas une espèce du genre esthétique « Allemagne », qui n'existe pas, mais bien du genre gothique, roman, montagneux, lacustre, etc. Ceci montre bien qu'à la motivation spécifique du comportement esthétique s'en ajoute une autre: celle de la fidélité, ou au moins de la référence, à l'« Allemagne »; b) du groupe qui résulte du fait que ces comportements, grâce à la référence commune, se lient les uns aux autres.

Cette constatation suffit pour mettre en lumière que tout cela n'existait pas au Moyen Age. La société agricole, caractéristique de cette époque, ne présentait même pas, si ce n'est pour une élite rarissime, de comportements de dimensions égales à celles des nations actuelles (c'est-à-dire complémentaires et interdépendants sur une telle échelle). La vie d'environ 90% de la population se passait presque exclusivement dans le cadre de petites unités territoriales, au-delà desquelles ne se manifestaient pas de rapports sociaux concrets, stables et directs. Il s'ensuit que tous ceux qui pensent que les nations existaient, au moins virtuellement, dès le Moyen Age, ne tiennent pas compte du fait que les populations établies sur les territoires correspondant à ceux des nations actuelles, même si elles se trouvaient quelquefois en partie sous le même roi, étaient en réalité divisées socialement par des barrières territoriales pratiquement infranchissables, et ne pouvaient pour cette raison avoir une quelconque expérience, même embryonnaire, d'une intégration qui n'existait et ne se dessinait pas.

Ces barrières commencèrent à tomber au début de la révolution industrielle, c'est-à-dire avec la transformation qualitative et l'expansion irrésistible du secteur marchand de la société agricole (introduction de la machine à vapeur, des métiers mécaniques, etc.). Où l'activité de production prenait ce caractère industriel, les comportements économiques acquéraient rapidement une dimension égale à celle des nations européennes actuelles. Et pas seulement les comportements économiques. Il n'est pas d'acte économique qui ne soit aussi juridique, administratif, social, politique, etc. En conséquence un nombre toujours croissant de comportements, jusqu'aux comportements politiques, acquièrent la référence à la dimension en question et c'est pourquoi ils se lièrent les uns aux autres, de manière diverse en raison de la diversité des situations.

LA NATURE DES COMPORTEMENTS NATIONAUX

Mais jusqu'ici seul apparaît clairement le phénomène historico-social qui est à la base du développement non seulement du nationalisme, mais aussi de l'Etat moderne, et de ses composantes libérales, démocratiques et socialistes. Ce dont on parle spécifiquement avec le langage national se manifesta dans les temps et les lieux où non seulement les comportements économiques, juridiques et politiques, mais aussi les comportements constitutifs du sentiment intime de la personnalité et de l'affinité fondamentale de groupe, acquièrent la référence à l'Etat moderne, et, par suite, une seconde motivation.

Il s'agit d'une situation qui modifia profondément l'ordre social auquel les siècles avaient habitué les Européens. Le cadre du pouvoir politique suprême et celui de la vie commune, qui avaient cessé, pour une grande partie de la population, de coïncider à partir de la fin de la cité-Etat, se lièrent de nouveau peu à peu. On le constate aussi dans le fait qu'aux nations naissantes fut appliquée la terminologie patriotique caractéristique du patriotisme grec ou hébraïque, y compris l'application des termes religieux à la vie politique (autel de la patrie, frontières sacrées, martyrs de la patrie, et ainsi de suite, comme si chaque peuple avait un Dieu).

Il existe toutefois une énorme différence entre les expériences « nationales » grecque et hébraïque et les expériences modernes. Les premières, étant donné leurs dimensions réduites, qui rendaient possibles un grand nombre de rapports personnels entre les membres du groupe, se maintenaient même quand elles n'étaient pas soutenues par un pouvoir politique. D'autre part, le fait que la religion et la politique ne s'étaient pas encore différenciées faisait si bien qu'au-dessus de ces rapports quasi personnels, il n'y en avait pratiquement pas d'autre auquel participer quotidiennement. De la sorte, en naissant dans la cité-Etat, on acquérait effectivement, du seul fait d'y naître, le sentiment naturel de sa propre personnalité et de son propre lien de groupe (nationalité au sens étymologique, que nous appellerons *nationalité spontanée*).

Les secondes au contraire, étant donné leurs dimensions qui ne permettent pas du tout l'établissement de rapports personnels, ont pourtant créé le sentiment de la personnalité nationale et de liens nationaux, mais d'une manière toute artificielle et forcée, grâce au pouvoir politique. En fait, en Europe, les grandes nations actuelles sont le résultat de l'extension forcée, par l'Etat, à tous ses citoyens, de la langue d'une nationalité spontanée préexistante sur son territoire (la langue d'oïl pour la

France, le toscan pour l'Italie, etc.) et de la propagation imposée de l'idée, même si elle ne correspondait pas tout à fait à la réalité, de l'existence de mœurs uniques.

QU'EST-CE QUE LA NATION?

Pour arriver à une définition véritable de la nation et de l'Etat national, il ne reste plus qu'à répondre à deux questions:

1) Comment cette fusion de l'Etat et de ces comportements s'est-elle produite dans les seuls Etats du continent et non en Grande-Bretagne? C'est une donnée de fait: a) qu'en Grande-Bretagne les comportements économiques, juridiques et politiques se sont rattachés à l'Etat, mais non les comportements constitutifs de la personnalité et du sentiment fondamental de groupe; b) que malgré l'existence d'un patriotisme britannique, les Ecossais, les Gallois et les Anglais estiment appartenir respectivement aux nations Ecosse, Galles et Angleterre; c) qu'ils distinguent encore par conséquent bien qu'imparfaitement la nation de l'Etat. Comment, en d'autres termes, les nations se sont-elles constituées pleinement sur le seul continent, mais non en Grande-Bretagne?

Le fait est que le système européen des Etats a contraint les Etats du continent à la centralisation, mais n'a pas fait naître une telle tendance en Grande-Bretagne. Et l'Etat centralisé ne pouvait subsister sans créer l'idée d'un groupe aussi homogène que le pouvoir était concentré. D'autre part, il en avait les moyens: l'école d'Etat, la conscription militaire obligatoire, les grandes cérémonies publiques, un même système administratif et la tutelle préfectorale imposés à toutes les villes, si différentes soient-elles, et ainsi de suite. Le fondement des nations modernes est par suite constitué au point de vue économique par la première phase de la révolution industrielle et au point de vue politique par l'Etat bureaucratique centralisé.

2) Pourquoi cet Etat a-t-il été pensé au moyen des symboles déformants de l'idée de nation, et non au moyen de l'idée, correspondant à la réalité objective, d'un certain type de communauté politique? Le fait est que chaque situation de pouvoir est pensée par les individus qui la subissent non au moyen de représentations conformes à la réalité, mais au moyen de représentations déformées par les préjugés et par les passions politiques: les idéologies.

Il suffit de remarquer que l'Etat bureaucratique centralisé, protagoniste de guerres continuelles et terribles, a engendré non

seulement une forte communauté d'intérêts d'importance individuelle (économiques, politiques, etc.), mais aussi une situation militaire qui a pris dans son étau tous les citoyens même en temps de paix, et qu'il les a en temps de guerre formés par une éducation de masse au devoir de tuer et au risque de mourir non pour la défense de leurs libertés individuelles mais pour le groupe conçu comme une entité transcendante, pour comprendre que ce groupe devait être pensé comme une réalité à part, comme supérieur aux individus, comme naturel, sacré, éternel et ainsi de suite.

Alors on peut dire que la nation est, au sens spécifique, l'idéologie de l'Etat bureaucratique centralisé. Etant donné un tel caractère idéologique, dans l'idée de nation, plus que le contenu représentatif, qui varie suivant les situations, ce qui compte c'est qu'en tout état de cause celui-ci se réfère toujours à un Etat bureaucratique centralisé.

LE DEPASSEMENT DES NATIONS

Le facteur même qui a créé les prémisses des nations les détruira. Nous avons observé que la révolution industrielle influe sur la dimension des comportements économiques dans le sens d'une tendance constante à leur élargissement. Aux U.S.A., où il n'existait pas de barrières nationales, les comportements économiques ont pris depuis longtemps une dimension continentale. En Europe, ils sont en train de la prendre de nos jours. Il va de soi que cela donnera lieu à la formation d'un peuple et à la ruine de la souveraineté exclusive des vieux Etats nationaux. Et, comme on ne peut pas arrêter l'évolution de la production, cela se produira aussi sur les autres continents, et finira par dépasser les dimensions continentales elles-mêmes, jusqu'à unifier le genre humain.

Toutefois, si les nations sont ainsi destinées à la ruine, il n'en sera pas de même de ce que nous avons appelé « nationalité spontanée ». Les nations, étant seulement le reflet idéologique de l'Etat bureaucratique centralisé, ne survivront pas à sa disparition. Il en ira tout autrement des « nationalités spontanées » qui dépendent de la spontanéité des mœurs (« nationalités spontanées » de territoire) et de la culture (« nationalités spontanées » de culture). Dante, Descartes, Cervantes, Shakespeare, Kant, Dostoïevskij n'ont pas été engendrés par le pouvoir politique et aucun pouvoir politique ne pourra les supprimer.

La stratégie de la lutte pour l'Europe

Tout ce qui se fait spontanément pour l'unité européenne est utile, et chacun peut contribuer de façon très différente, tant dans le domaine même de son activité personnelle que dans chaque autre domaine de l'activité sociale: ceux des milieux religieux, des groupes culturels, des partis, des syndicats, des groupes de pression, etc. Mais la question décisive est celle de la stratégie. Seule la mise en œuvre d'une stratégie adaptée à la nature du problème peut, à partir des contributions spontanées d'innombrables personnes de bonne volonté, conduire au succès.

Il va de soi que cette stratégie doit être définie en fonction de l'objectif. Cet objectif est constitué par le minimum indispensable pour assurer l'irréversibilité du processus d'unification et son extension graduelle à toute l'Europe, c'est-à-dire par une Fédération européenne comprenant au moins les six pays qui ont pris la tête du processus d'unification. Il faut donc prendre en considération la nature d'une décision, celle de fonder la Fédération européenne.

LE PROBLEME DE L'ATTITUDE FAVORABLE

La première observation à faire à ce propos, c'est qu'il s'agit de la décision la plus grave que l'on puisse prendre dans le domaine de l'activité politique, puisqu'elle comporte la fondation d'un nouvel Etat sur un territoire nouveau, c'est-à-dire le choix du destin des habitants de plusieurs Etats pour plusieurs générations.

Dans la mesure où les Etats de l'Europe occidentale conservent une organisation démocratique, cette décision ne peut être prise que par les gouvernements nationaux. Mais elle est tellement exceptionnelle, que les gouvernements, pourvu qu'ils veuillent ou doivent la prendre, ne pourront le faire qu'avec le soutien politique du plus grand nombre possible. Donc, en ce qui concerne les partis, avec la faveur non seulement de ceux qui sont au gouvernement, mais aussi de ceux qui sont dans l'opposition, exception faite pour les oppositions nationales de régime; et en ce qui concerne la population, avec la faveur de tous les citoyens de tous les pays intéressés (qui auront alors pour cette raison le sentiment de constituer un seul peuple bien que pluraliste: un peuple de nations), exception faite pour des fractions numériquement et moralement insignifiantes. Cette

seule considération permet déjà d'exclure que la stratégie de la lutte pour l'Europe puisse être menée à son terme au moyen du parti politique, serait-il fédéraliste. Par définition les partis divisent la population d'un Etat, tandis que pour arriver à cette décision, il s'agit de réaliser une plate-forme commune à tous les citoyens de tous les Etats.

En second lieu, il faut observer que la décision de fonder la Fédération européenne n'est pas seulement extrêmement grave, mais aussi très complexe. Cela est dû à ce que, comme nous le verrons, l'attitude favorable à la Fédération européenne n'implique pas nécessairement l'aptitude à prendre l'initiative de la fonder, de traduire ce sentiment en une intention concrète. Par conséquent, l'attitude favorable comporte une certaine ambiguïté (on peut être favorable sans manifester une volonté véritable) et constitue de toute façon un élément seulement nécessaire, mais à lui seul insuffisant de la stratégie européenne. Nous devons donc traiter séparément tant le problème de l'attitude favorable que celui de l'initiative.

LES FACTEURS IDEOLOGIQUES

L'attitude des gouvernements et de la population à l'égard de la Fédération européenne, est conditionnée tant par des facteurs idéologiques que par des facteurs historiques.

I. — *Facteurs idéologiques.* Ils sont constitués *grosso modo* par les doctrines des partis et des groupes politiques, c'est-à-dire par les grandes idéologies qui dominent la scène et qui fournissent les valeurs et les critères qui suscitent et orientent l'activité politique de l'Europe de nos jours. Ce n'est pas la peine de montrer que le libéralisme, la démocratie, le socialisme ainsi que le christianisme dans la vie politique, sont sans doute favorables sur le plan idéologique à la Fédération européenne quelle que soit la conscience changeante qu'en ait chaque individu. Il s'agit de forces, qui sans cet objectif, bien entendu comme étape vers l'affirmation universelle de leurs valeurs, ne pourraient plus même exister. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Leurs valeurs ne peuvent ni se limiter à un seul pays, sans se dégrader, ni s'étendre vraiment au-delà d'un pays sans le principe fédéraliste. Pour cette raison ces forces ont toujours professé des principes fédéralistes, bien que confusément (la confusion principale est celle du fédéralisme avec l'internationalisme), et bien qu'avec les hauts et les bas déterminés par les événements historiques.

Au contraire le nationalisme (le nationalisme en tant que

doctrine et non comme attachement naïf à sa nation), le fascisme et le communisme y sont défavorables. En réalité le communisme devient incohérent s'il refuse la Fédération européenne (comme étape vers la Fédération mondiale), non seulement parce que de cette façon il contredit ce qu'il a toujours affirmé à l'époque de son apparition, mais aussi parce que, sans dépasser les barrières entre les nations, on ne peut mener à son terme l'émancipation mondiale du prolétariat. En tout cas c'est une donnée de fait que depuis le choix du socialisme dans un seul pays, il se rallia sans réserve et même avec orgueil, à la défense intransigeante des souverainetés nationales; et que, en Europe occidentale, il a confirmé cette attitude également à l'égard de l'unification européenne. Toutefois, à ce propos, il faut faire une distinction entre dirigeants et électeurs. La souveraineté nationale, défendue par les dirigeants communistes uniquement en fonction des exigences du communisme international, ne correspond d'aucune façon aux intérêts des électeurs et en effet n'a pas détruit dans leur cœur le vieil idéal de la fraternité de tous les travailleurs par-delà les frontières des Etats, exprimé avec force dans le mot d'ordre: *Prolétaires du monde entier, unissez-vous!*

Ces observations valent aussi bien pour les gouvernements que pour la population et montrent que, sur le plan idéologique, le soutien politique existe. En effet tous les partis, exception faite pour les oppositions nationales de régime, et la population tout entière, exception faite pour des fractions insignifiantes, sont favorables. Il va de soi que l'attitude favorable sur le plan idéologique ne se traduit pas en action politique tant que ne se manifestent pas des circonstances historiques propices, et peut même s'obscurcir si les circonstances historiques y sont contraires. En pratique, la faveur idéologique signifie seulement qu'il n'y a pas d'obstacle insurmontable.

LES FACTEURS HISTORIQUES

II. — *Facteurs historiques.* L'élément qui met en évidence le renversement de la situation historique de l'Europe occidentale (et qui se manifeste embryonnairement, malgré l'oppression, en Europe orientale également) réside en ce que les conflits armés entre la France, l'Allemagne et les autres Etats européens sont devenus absolument inimaginables. C'est une situation que reconnaissent toutes les personnes de bon sens, mais dont on ne peut comprendre le caractère véritable tant qu'on ne se rend pas compte que cela signifie que les Etats

nationaux, pris isolément, n'accomplissent plus leur tâche fondamentale: garantir la sécurité, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus des Etats dans le vrai sens du terme, qu'ils ne contrôlent plus le destin de leurs citoyens. Pour effacer les associations d'idées liées à la terminologie nationale du passé, qui empêche la compréhension de cette situation, il faut l'exprimer à l'aide d'expressions adéquates qui indiquent clairement ce qui est sur le point de finir et ce qui est sur le point de commencer à la place. Ces expressions nous semblent être les suivantes: les nations sont restées souveraines, mais nous assistons aux phénomènes liés entre eux du *déclin des souverainetés nationales* et du développement de *l'unité de fait européenne*.

Le contenu de ces expressions devient transparent, à peine se rend-on compte de leur rapport avec une autre donnée de fait, elle encore aussi universellement admise que méconnue dans ses conséquences. La voici: au stade actuel de l'évolution du processus de production en Europe, la dimension des grands problèmes de politique extérieure, militaire, économique et sociale a atteint un ordre de grandeur «supranational», autrement dit une dimension dépassant celle des Etats européens, qui sont des nations typiques, avec représentation unitaire de la souveraineté, selon le modèle français (à ce propos, il faut se rappeler que les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont quelque chose de plus que de simples nations: ce sont des fédérations, bien qu'imparfaites, autrement dit des communautés politiques qui, grâce à la duplication de la représentation souveraine, peuvent rassembler différentes communautés nationales et atteindre des dimensions continentales).

Et voici les conséquences. Les problèmes majeurs, à cause de leur dimension qui a dépassé celle des Etats, ne sont plus solubles dans leur sein. En théorie, ils sont solubles dans le seul cadre européen. En pratique, étant donné l'absence d'un pouvoir politique européen, ils finissent par ne trouver que des solutions imparfaites dans le cadre de l'unité imparfaite compatible avec le maintien de la souveraineté formelle des Etats. Mais toute solution commune, bien qu'imparfaite, modifie la situation de telle façon que les nouveaux problèmes qui se présentent requièrent, pour leur solution, un degré encore accru d'unité.

C'est là la logique de l'histoire européenne de l'après-guerre, du Plan Marshall à nos jours. Cette logique des choses, qui de degré d'unité en degré d'unité nous portera à la Fédération, a trouvé jusqu'à présent son expression la plus importante et la plus achevée dans le Marché commun. Il est facile de comprendre à ce point que le déclin des souverainetés nationales,

écartant l'obstacle que constitue la rivalité de puissance entre les Etats européens, fatale tant que chacun devait s'occuper soi-même de sa sécurité, a permis à la tendance naturelle vers l'élargissement des espaces économiques, inéluctable à long terme parce qu'elle coïncide avec l'expansion de la production et de la vie, de se manifester aussi en Europe occidentale et d'atteindre un degré de réalisation égal au degré d'unité de fait.

LA DEMOCRATIE SUR LE TERRAIN DE L'UNIFICATION EUROPEENNE

Ce qui nous intéresse, c'est de déterminer dans quelle mesure cette logique des choses a produit et produit une attitude favorable à la Fédération européenne, non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan pratique. Dans ce but, il faut garder présent à l'esprit qu'elle a mis, et continue à mettre, les partis et les gouvernements nationaux en face de l'alternative suivante: accepter la politique d'unification européenne dans le but de donner une solution, bien qu'imparfaite pour le moment, aux problèmes majeurs, ou se limiter à la pure et simple politique nationale, acceptant de laisser ces problèmes sans solution aucune. Il suffit d'observer que cette alternative est celle du maintien et du développement de la démocratie ou de son élimination (la démocratie ne peut durer, si elle se montre incapable de résoudre les grands problèmes de la politique intérieure et internationale), pour se rendre compte que les partis dont le destin est lié à celui de la démocratie, et qui sont favorables sur le plan idéologique à la Fédération, ne peuvent pas dans le même temps ne pas être favorables, sur le plan pratique, à la politique d'unification européenne. La refuser signifierait choisir la politique du pire: ne pas résoudre les problèmes et aggraver la situation. Il va de soi que cette politique ne pouvait être pratiquée, comme en effet cela s'est produit, que par des oppositions nationales de régime, et en particulier par les plus fortes, c'est-à-dire par les partis communistes. Toutefois cela ne signifie pas que sur ce terrain leurs électeurs les suivent fidèlement, confiants. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Les partis communistes ne réussissent plus à mobiliser leurs électeurs contre l'unité européenne, et ne réussiraient certainement pas dans l'avenir à les mobiliser contre la décision de fonder la Fédération européenne par la méthode démocratique.

Et c'est à ce point que se précise la question de l'ambiguïté de l'attitude favorable. On peut en effet dire que les

partis démocratiques sont favorables à la construction de l'Europe, mais on ne peut pas dire pourtant qu'ils manifestent, du moins pour le moment, la volonté concrète de fonder la Fédération européenne. C'est un fait qu'une initiative de ce genre ne s'est jamais profilée jusqu'à présent au sein d'aucun parti, comme nous le verrons plus loin. Cela n'empêche pas que de grandes possibilités existent à cet égard, du fait que toutes les forces qui devraient soutenir cette décision (les partis démocratiques tant au gouvernement que dans l'opposition et presque tous les citoyens) se sont portées sur le terrain de l'unification européenne et ne peuvent plus en sortir.

Désormais, c'est une donnée permanente de la vie politique. Le nationalisme qui s'est de nouveau développé au cours de ces dernières années n'est pas en état de la modifier. Ce nationalisme dépend de la reprise des Etats, mais la reprise des Etats dépend à son tour de l'unité économique de l'Europe, c'est-à-dire de ce qui justement donne un démenti au nationalisme, l'empêche de se développer pleinement et finira par le détruire.

LE PROBLEME DE L'INITIATIVE

A ce propos, au lieu d'examiner séparément la position des gouvernements et celle de la population, il faut les examiner ensemble parce que la même donnée — la situation de pouvoir et son évolution — conditionne tant la position des premiers que celle de la seconde. Mais avant de traiter ce point particulier, à savoir l'aspect de pouvoir, de la décision de fonder la Fédération européenne, il convient de jeter un regard sur le rapport entre la maturation de l'intention de prendre cette décision et l'évolution de l'intégration européenne. Il n'y a pas d'autre moyen pour débayer le terrain des équivoques possibles.

I. — *Intégration européenne et initiative fédérale.* Dès qu'ils reprirent, après la guerre, un minimum d'activité internationale, les Etats de l'Europe occidentale se trouvèrent soudain entraînés dans le processus d'unification européenne amorcée par les Etats-Unis avec le plan Marshall. Vingt ans se sont écoulés et de grands progrès, spécialement avec la phase de l'Europe à six, ont été accomplis. Pour les apprécier, il suffit de comparer le premier après-guerre avec le deuxième. Dans le domaine du développement économique, de l'intégration sociale, de la situation politique de l'Allemagne et de ses rapports avec les Etats démocratiques, etc., la politique de l'unification de l'Eu-

rope, supplantant la vieille politique de division, a modifié radicalement et, dans quelques secteurs vitaux, complètement renversé la situation de l'Europe occidentale.

C'est un fait que l'unité, procédant graduellement, a permis d'obtenir des résultats imposants. C'est précisément pour cette raison qu'il est d'une telle importance d'observer que l'évolution unitaire dans le domaine de l'économie et de la collaboration entre les Etats n'est pas du tout suivie d'une évolution unitaire équivalente quant à la maturation de la volonté de prendre l'initiative de fonder la Fédération européenne et pas même, si l'on regarde de près, quant à l'évolution de la lutte politique. La transposition des décisions les plus importantes de politique extérieure et économique des cadres nationaux au cadre européen, malgré certaines oscillations, est continue et progressive, si bien que l'on est déjà parvenu à établir jusqu'au prix des céréales à niveau européen. Mais la vie des partis et la lutte politique pendant tout ce temps, sont restées confinées, sans avancer d'une semelle, dans les cadres nationaux. Sous cet aspect, nous sommes toujours au poteau de départ.

Dans la mesure où l'on ne s'en rend pas compte, on pense, mécaniquement, que la décision de fonder la Fédération européenne serait simplement le dernier pas d'une marche progressive que constituerait l'intégration européenne et non un fait original. Mais il suffit de se rendre compte qu'à la progressivité dans le domaine de l'économie et de la collaboration entre les gouvernements ne correspond pas une égale progressivité dans la formation, au sein des partis, de la volonté de fonder la Fédération, pour comprendre que le dernier pas constitue, au contraire, un problème de pouvoir à résoudre, un problème facilité par l'intégration en cours, mais qu'elle ne résout pas.

Le passé confirme et complète cette interprétation. A la fin de la seconde guerre mondiale, il aurait été possible de fonder une fédération dans la partie occidentale du continent européen. Les U.S.A. étaient favorables, la Résistance avait été en grande partie européiste, les intérêts nationaux de caractère militaire, administratif et industriel étaient ruinés, la population était virtuellement favorable et le problème était posé; il s'agissait d'établir la nouvelle organisation de l'Europe. Mais la classe politique au pouvoir, au lieu de se rallier à l'unité, reconstruisit passivement les divisions nationales du passé sans même comprendre qu'il existait la possibilité de les dépasser. La possibilité se présenta de nouveau avec la C.E.D., laquelle, en enlevant les armées aux Etats et en créant une armée européenne, posait le problème du gouvernement européen. Signé

par les six gouvernements, ratifié par les Parlements de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, le traité de la C.E.D. resta sur le tapis de 1952 à 1954 et fut enfin rejeté par la France à une faible majorité alors que, jusqu'à la fin de 1953, il y avait eu une majorité en faveur de la C.E.D. au Parlement français, et que l'Italie, ne le ratifiant pas, bien qu'étant largement favorable, n'avait rien fait pour hâter la décision française. Ce qui montre que l'intégration européenne n'est pas un processus linéaire, mais bien en dents de scie, autrement dit un processus qui peut atteindre plusieurs fois, sans l'exploiter à fond, le point à partir duquel il est possible de prendre la décision de fonder la Fédération européenne.

L'ASPECT DE POUVOIR DE L'INITIATIVE FEDERALE

II. — Sous l'aspect du pouvoir la décision de fonder la Fédération européenne comporte le transfert du contrôle de l'armée, ainsi que de la monnaie, d'une partie des recettes, etc., des gouvernements nationaux à un gouvernement européen. Plus précisément, et en termes plus généraux, le transfert de la politique extérieure et militaire, et d'une partie de la politique économique et sociale, des Etats nationaux à un Etat fédéral européen. Il s'ensuit:

1) *Que cette décision ne peut être graduelle.* Beaucoup pensent qu'en réalité, on ne doit pas prendre une fois pour toutes la décision de fonder la Fédération, dans la mesure où il s'agirait de la construire par degrés. Mais il est évident, avant tout, qu'une armée ne peut être contrôlée en partie par des gouvernements nationaux et en partie, une partie toujours croissante, par une entité européenne qui n'aurait pas encore le caractère d'un vrai gouvernement. Le transfert de l'armée ou bien se fait d'un coup, des gouvernements nationaux au gouvernement européen, au moment même où on le constitue, ou ne se fait pas. Et cela ne vaut pas seulement pour l'armée, mais également pour la politique extérieure et militaire et pour la partie de la politique économique et sociale de la compétence de la Fédération. Pour transférer ces matières, il faut aussi transférer la « souveraineté » en question (dans un sens empirique, la faculté de prendre, en dernière instance, des décisions suprêmes dans les secteurs établis par une constitution); mais la « souveraineté » ne fait qu'un avec le fait électoral, lequel, à son tour, ne peut se transférer graduellement, mais d'un seul coup.

2) *Que dans les gouvernements ne se forme pas sponta-*

nément la tendance à prendre ces décisions. L'obstacle n'est pas seulement dans le fait que le passage d'un système national à un système fédéral est désavantageux pour les partis, dans la mesure où il implique la destruction des rôles politiques (un seul chef d'Etat au lieu de six, etc.), la diminution des sièges parlementaires importants (un parlement qui s'occupe de politique étrangère, etc., au lieu de plusieurs) et la restructuration des partis. L'obstacle majeur réside dans le fait que la tendance à prendre cette décision et la ligne générale des partis divergent tant que le pouvoir national reste établi. Dans ce cas, la fortune des partis dépend exclusivement de leur capacité de gouvernement et d'opposition, c'est-à-dire, et c'est le point décisif, de ce qu'ils réussissent à faire (ou à faire croire que l'on peut faire) dans le cadre de leur nation, en ce qui concerne la politique extérieure, militaire, économique et sociale. Cette capacité est l'enjeu, elle est la base de la formation de leur volonté politique. L'intégration européenne les pousse à accepter l'idée de la Fédération, mais le processus politique, d'élection en élection, les pousse à dire ce que devra faire leur nation dans le domaine de la politique extérieure, militaire, économique et sociale, c'est-à-dire tout le contraire de la résolution de céder ces compétences.

3) *Que cette décision ne peut se former que dans un centre européen supranational, et que les gouvernements ne peuvent la faire leur qu'en cas de crise du pouvoir national.* Le premier point ne demande pas d'explication. Il va de soi qu'un mouvement politique supranational, s'il l'est vraiment, c'est-à-dire s'il ne dépend pas des élections nationales, se renforce justement dans la mesure où il montre cette capacité. Le second point au contraire doit être éclairci. C'est un fait qu'en cas de crise du pouvoir national le problème central de l'action des partis cesse d'être celui de l'exercice du pouvoir et devient au contraire celui de la création d'un nouveau pouvoir. Or, il est vrai que l'idée d'un pouvoir européen étant étrangère aux habitudes et aux positions acquises des partis, ne peut se former spontanément dans leur cadre, mais il est vrai également qu'ils pourraient l'accepter facilement si elle leur était proposée de l'extérieur parce qu'un pouvoir européen serait plus fort, plus démocratique et moins subversif que n'importe quel pouvoir qui se puisse former dans le cadre national en alternative à un précédent pouvoir démocratique. Tout cela exige, naturellement, que le pouvoir européen soit formulé en termes parfaitement démocratiques, de façon à obtenir, avec la perspective de la participation et du consentement du peuple, une force suffisante pour résoudre la crise. Cette formule ne

peut être que celle du pouvoir constituant du peuple fédéral européen, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de reconnaître le droit des Européens de choisir eux-mêmes, avec une constituante, les caractéristiques de la Fédération.

Ainsi viennent d'être mis au jour les deux aspects essentiels de la stratégie européenne: la crise du pouvoir national et l'action d'une avant-garde supranationale capable de prendre l'initiative de demander la Constituante européenne. Il s'agit, maintenant, de les examiner.

LA CRISE DU POUVOIR

La crise du pouvoir n'est pas un fait incertain, lointain, imprévisible, mais bien un fait déjà présent en germe. Aucun Etat du continent européen n'a trouvé un équilibre démocratique stable depuis la Révolution française. La vie politique a toujours été entrecoupée de crises de régime à répétition. Et aujourd'hui encore la crise de l'Etat constitue en Europe occidentale un des aspects fondamentaux de la vie politique, si bien que non seulement les spécialistes, mais aussi les forces politiques elles-mêmes, affrontent partout, à côté des problèmes normaux de gouvernement, les problèmes mêmes de la constitution et du régime. Bien que se manifestant avec plus d'évidence en France qu'ailleurs, le phénomène est général.

Il n'est pas nécessaire de montrer que la crise de l'Etat est le signe avant-coureur de la crise du pouvoir. Il importe au contraire d'en identifier la nature. Les partis tâchent de la résoudre dans le cadre national, sans tenir compte de l'intégration européenne, sans s'apercevoir qu'elle modifie radicalement le fonctionnement des Etats, sans comprendre qu'elle est la cause de la crise. La crise des Etats et l'intégration européenne sont deux aspects du même phénomène. La même donnée, la dimension des problèmes, déchaîne tant l'une que l'autre. La tendance irrésistible à l'unité européenne est due au fait que les problèmes de gouvernement (défense, politique extérieure, économie) ont pris une dimension supranationale. Mais justement ce fait produit fatalement le déclin des Etats nationaux, leur crise et, à long terme, la crise de leur pouvoir. En dernière instance, l'intégration européenne est le processus de dépassement de la contradiction entre la dimension des problèmes et celle des Etats nationaux. Et pour cela, dans la mesure où elle avance, elle fait avancer en même temps aussi bien la crise de leur pouvoir que la formation de l'alternative sur le terrain supranational européen.

Quoique bien peu s'en rendent compte, la chose n'est pas douteuse. Par son développement, l'intégration européenne crée jour après jour une société plurale européenne, c'est-à-dire détruit la base même des Etats nationaux, la société nationale exclusive. Il s'agit toutefois de la préparation d'un moment aigu de transition, plutôt que d'un glissement graduel, non seulement parce qu'il n'y a pas de passage graduel de la souveraineté nationale à la souveraineté fédérale, mais aussi parce qu'au moyen de la formation d'une économie de grandes dimensions, l'intégration européenne rend aux pouvoirs nationaux exclusifs, avant de les renverser, une apparence de vitalité. Pratiquement, le mécanisme d'évolution de la crise est le suivant. Tant que se présentent aux Etats des problèmes de dimension européenne pour la solution unitaire desquels leur collaboration, c'est-à-dire ce qui leur est possible, suffit, ils conservent un peu de pouvoir. Mais, quand des problèmes européens se présentent, dont la solution unitaire exige un gouvernement européen, ils se trouvent, d'un coup, sans pouvoir.

Une situation de ce genre s'est déjà présentée avec le problème de l'armée européenne. Et se représentera entre 1967 et 1969. La fin de la période transitoire du Marché commun posera le problème de la monnaie, des douanes et de la politique économique européennes. L'échéance du Pacte atlantique, celui de la nouvelle défense de l'Europe. Il s'agit précisément de problèmes qui ne peuvent être résolus sans un gouvernement européen. En théorie, leur solution peut sans doute, bien que ce ne soit pas certain, être retardée par un élargissement et une dilution provisoire de l'intégration européenne. Mais ils ne peuvent être mis de côté pour toujours, parce qu'ils sont inhérents à la nature même de l'intégration. La crise est donc inévitable, quand bien même sa maturation dépend aussi en partie de la volonté humaine: dans ce cas particulier, de la résolution des gouvernements de maintenir la prate-forme à six et de l'aptitude à se battre de l'avant-garde fédéraliste.

Il faut encore observer que, bien qu'apparaissant sur le terrain européen, la crise ne se manifesterait pas nécessairement sous une forme aiguë le même jour dans tous les pays. Toutefois, si elle atteint d'abord, comme c'est probable, la France ou l'Allemagne, et si l'avant-garde fédéraliste la canalise tout de suite et partout vers la Constituante européenne, le fait que le gouvernement français ou allemand demande de la convoquer afin d'éviter le pis dans son propre pays, suffira pour ouvrir la crise de pouvoir également dans les autres pays et pour les rallier à l'alternative européenne.

L'AVANT-GARDE FEDERALISTE

L'avant-garde fédéraliste est la conscience théorico-pratique du caractère européen de l'alternative politique de fond. Comme conscience spécifiquement théorique, elle se fonde sur la théorie du fédéralisme et sur la démystification de la nation. Les nationalistes, vrais ou par opportunité (communistes), affirment qu'une réalité populaire n'est pas possible au-delà des nations, et par suite un pouvoir démocratique européen non plus. Pour les démasquer, il faut: a) démontrer que la nation dans son essence véritable est simplement un phénomène spontané de caractère territorial (le lieu de naissance de l'individu) ou culturel (la langue), et pas du tout l'inexistante unité de race des Français, des Italiens, des Allemandes, etc. (fiction idéologique justifiant le caractère fermé, exclusif et tendanciellement monolithique de l'Etat national); b) identifier concrètement la réalité populaire qui est en train de se former avec l'intégration européenne: le peuple européen, union des nationalités spontanées européennes (un peuple plural, fédéral).

Comme conscience spécifiquement pratique, l'avant-garde fédéraliste implique l'*opposition de communauté*, qui se distingue des habituelles oppositions de gouvernement ou de régime par le fait qu'au lieu de refuser tel ou tel gouvernement ou régime, elle refuse la communauté nationale comme communauté politique exclusive. Ce n'est qu'à partir de là que le choix de la Fédération européenne abandonne le limbe des bonnes intentions pour devenir une volonté concrète, une attitude politique véritable, c'est-à-dire une disposition quotidienne à l'égard du pouvoir. Celui qui ne s'élève pas jusque-là agit dans le cadre de l'exercice des pouvoirs nationaux exclusifs — même s'il désire sincèrement l'unité européenne — et pour cette raison voit seulement les faits qui les maintiennent. Celui qui, au contraire, s'élève jusque-là, c'est-à-dire agit pour les renverser, se met aussi en mesure de considérer avec attention les faits de l'intégration européenne qui les minent, créant en même temps, avec l'unité de fait, un pouvoir européen de fait, et peut les exploiter politiquement.

Cette exploitation, c'est-à-dire l'opposition de communauté, n'est pas facile. Son aspect négatif, le refus du pouvoir national exclusif, est évident, mais son aspect positif, la lutte pour transformer le pouvoir européen de fait en un pouvoir établi, démocratique, confié à la volonté des hommes, plutôt qu'à la force aveugle des choses, est compliqué. Un pouvoir qui n'est pas encore établi est invisible. Dans ce cas particulier, ce n'est qu'en scrutant la réalité avec les yeux de la raison, qu'on en

trevoit derrière la façade de l'intégration européenne, ce qui le constituera: le peuple européen en formation. D'autre part, un pouvoir qui n'est pas encore établi ne prend pas de décisions, c'est-à-dire qu'il ne nuit à aucun intérêt immédiat et n'en sert aucun: il reste en dehors de la balance de ces intérêts, et par conséquent, en dehors aussi de la politique normale. C'est pourquoi la lutte pour le pouvoir européen semble ne pas avoir d'objet. Celui qui la mène ne peut pas organiser les intérêts immédiats, il ne peut pas exploiter les possibilités des balances des forces existantes, il doit agir dans le seul but d'y introduire un élément nouveau pour créer une possibilité qui sans lui n'existe pas. Comme il propose la Constituante — une solution qui se trouve toujours, jusqu'à l'heure de la crise, en dehors du domaine de la réalité — il peut se battre grâce aux seules contradictions du processus politique normal, qui pose des problèmes qu'il ne sait pas résoudre.

Comme nous l'avons vu, les problèmes politiques et économiques majeurs ne peuvent être résolus d'une façon satisfaisante dans le cadre des Etats nationaux. Par conséquent, dans la phase au cours de laquelle ces problèmes se posent, celui qui se bat pour le pouvoir européen peut entrer dans l'arène en s'unissant à ceux qui cherchent une véritable solution, tandis que dans la phase au cours de laquelle, pour les résoudre avec ses moyens imparfaits (les gouvernements nationaux et la collaboration européenne), la politique normale se contente de solutions imparfaites et précaires, il doit au contraire sortir de l'arène, dénoncer le compromis, attendre encore et toujours au passage ceux qui restent dans le cadre national. C'est tout. L'engagement pour la véritable solution de ces problèmes coïncide avec la prise de conscience du caractère européen de l'alternative politique, c'est-à-dire avec le renforcement de l'avant-garde fédéraliste, et avec la préparation de l'initiative de la décision de fonder la Fédération européenne. Le compromis sur des solutions précaires, ou la fuite continuelle en avant dans l'illusion, coïncident avec la persistance de la voie nationale.

LA FONDATION DE LA FEDERATION EUROPEENNE

Une lutte de ce genre, étant donné ses difficultés pratiques et intellectuelles, ne peut réunir qu'une fraction des personnes qui font de la contradiction entre les faits et les valeurs une question personnelle. Mais elle suffit. Tant que le problème qui déchaînera la crise est encore loin, il s'agit seulement de sur-

vivre, d'entrer dans l'équilibre politique et d'en sortir avec une technique frontiste habile et d'encadrer ce qui existe déjà dans la conscience populaire, l'espérance européenne (*européisme diffus*), afin de disposer au moment décisif d'une plate-forme populaire toute prête. Il suffit pour cela, de l'*européisme organisé* (M.F.E., etc.). D'autre part, quand ce problème approche, et que le caractère européen de l'alternative politique devient plus facilement compréhensible, beaucoup parmi les personnes citées plus haut finissent par entrer dans le camp fédéraliste (*européisme organisable*). Et cela constitue une base suffisante pour allumer la mèche de la décision de fonder la Fédération européenne. Comme dans toute entreprise techniquement révolutionnaire, la crise de pouvoir, avec sa « haute conductibilité des idées », fait le reste. Dans cette situation les mots d'ordre qui correspondent au besoin de pouvoir « se créent par eux-mêmes des milliers de canaux ».

Les problèmes de l'action

A propos du langage politique en Allemagne

FRANCESCO ROSSOLILLO

L'un des nombreux facteurs, même si ce n'est certainement pas le principal, qui font de la lutte pour l'Europe une entreprise plus difficile que bien d'autres luttes révolutionnaires analogues du passé, est constitué par les multiples barrières linguistiques qui divisent le continent. Ce fait a toujours été pour nous à l'origine d'innombrables difficultés techniques surtout à cause de la nécessité d'élaborer nos documents de propagande en diverses versions sans abandonner l'indispensable identité des textes.

D'ailleurs aucune de ces difficultés, tant qu'elles se sont posées au niveau exclusivement linguistique, n'a jamais constitué un obstacle insurmontable, même si souvent leur résolution a causé des lenteurs et un gaspillage d'énergie. Il n'est jamais impossible de trouver une solution satisfaisante au point de vue linguistique quand on est d'accord sur le fond. Les obstacles vraiment graves se font jour lorsqu'un tel accord sur le fond n'existe pas et que le désaccord sur les termes à employer ne fait que recouvrir un désaccord, conscient ou non, sur le fond même.

C'est précisément un désaccord de ce genre qui, à notre avis, a toujours rendu difficiles nos discussions terminologiques avec nos amis allemands. Ceux qui ont suivi de près la préparation des documents du Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen savent combien de problèmes a présenté la mise au point de leur version allemande, problèmes qui ont même conduit à une rupture pénible et qui ne peuvent toujours pas être considérés comme résolus. Les mêmes difficultés se sont représentées avec la publication de l'édition allemande du Journal du Recensement.

Pratiquement, il n'y a aucun terme crucial de notre propagande qui n'ait été mis en discussion tour à tour pas l'un ou par l'autre de nos amis. Il suffira d'en citer quelques-uns à titre d'exemple:

1) Sont jugées en général inacceptables toutes les expressions qui font apparaître notre action comme ayant un caractère militant. Ces termes auraient, pour une oreille allemande, un son violent et révolutionnaire et susciteraient, selon les cas, l'épouvante ou le rire de ceux qui les liraient. Sur la base de cette motivation sont refusés des termes comme *Kampf*, *kämpfen* (lutte, lutter), *Militant*, etc.

2) Est repoussé tout langage qui affirmerait une thèse quelconque avec une force qui semblerait exclure la possibilité que soit vraie au contraire la thèse opposée. Le doute méthodologique devrait ainsi, selon nos amis, transparaître de toutes nos affirmations.

3) Sont refusés les termes qui se réfèrent à l'existence de conflits sociaux. En particulier, la critique s'est aiguisée contre la formule *Fortschritt der Arbeiter* (progrès des travailleurs) employée dans le tract officiel du Recensement, et ce pour deux motifs différents, qui reflètent cependant un même état d'âme: à savoir, soit parce que le terme *Arbeiter* rappelle l'époque de la division de la société en classes, qui n'existerait plus dans la *Bundesrepublik*, et devrait donc être remplacé par *Arbeitnehmer* (preneur de travail), plus neutre, soit parce que souhaiter uniquement le progrès des travailleurs pourrait offenser les autres catégories sociales, qui désirent aussi progresser.

4) Sont considérés avec méfiance les termes qui désignent les grandes valeurs publiques: *Friede* (paix), *Freiheit* (liberté), *Gerechtigkeit* (justice), *Demokratie*, *Wahrheit* (vérité), *Vereinigung der Menschheit* (unification de l'humanité). Ils seraient sentis par les Allemands comme rhétoriques et vidés de sens par l'abus qui en a été fait par le nazisme ou qui en est fait aujourd'hui par le régime de Pankow. Pour le même motif est considéré avec suspicion le mot *Volk* (peuple).

Il est aisé de voir que les divergences d'opinion qui nous séparent de nos amis allemands ne concernent pas des questions de détail mais les mots-clefs de notre propagande politique. Il serait donc tout-à-fait regrettable qu'elles demeurent dans le cadre de la discussion privée, nécessairement approximative, où elles se sont confinées jusqu'à présent.

C'est pourquoi nous avons décidé d'exposer nos opinions dans ces pages, qui ne veulent être que le début d'une discussion, à laquelle nous invitons cordialement nos amis allemands à participer en nous envoyant des interventions écrites, que

nous publierons dans un ou dans plusieurs numéros de la revue. Cette discussion, d'autre part, devrait intéresser aussi les autres lecteurs, car elle embrasse des problèmes qui vont bien au-delà d'une pure dispute terminologique. Cette première contribution au débat s'articule en cinq points, qui constituent la discussion d'autant de problèmes, à savoir: 1) S'il était vrai que les expressions dont nous avons donné ci-dessus quelques exemples ne peuvent absolument pas s'employer en Allemagne, parce qu'elles suscitent inmanquablement des réactions négatives dans la population, quelles conclusions devraient en tirer les fédéralistes? 2) Dans quelle mesure ces tabous linguistiques doivent-ils être répandus et enracinés pour être importants? 3) Dans quelle mesure sont-ils effectivement répandus et enracinés? 4) Quelles en sont les causes? 5) Quelles sont les responsabilités des fédéralistes allemands?

LANGAGE POLITIQUE ET ACTION POLITIQUE

La réponse à la première question, selon nous, est drastique: autant vaudrait que les fédéralistes abandonnassent leur activité. En effet refuser certains termes et leur en substituer d'autres signifie dans certains cas refuser des attitudes politiques et morales et les remplacer par d'autres. Les attitudes qui dans notre cas seraient refusées sont essentielles. En effet:

1) Repousser des termes comme *Kampf*, *Militant*, etc. c'est concevoir l'activité fédéraliste comme une action facile d'accompagnement d'un processus qui conduira sans secousses, dans un certain nombre d'années, à la fédération européenne. Il est en effet impensable que ceux qui luttent et payent de leur personne soient disposés à s'entendre dire, ou à dire d'eux-mêmes, qu'ils font autre chose. Ceux qui effectivement luttent veulent appeler « lutte » leur lutte. Or il n'est pas nécessaire d'être, comme nous, convaincus que les gouvernements nationaux ne prendront jamais d'eux-mêmes l'initiative de convoquer la constituante européenne, pour voir que de toute façon la route de l'unité politique est traversée par de très lourds obstacles, que l'action des fédéralistes est difficile et pénible, que les ennemis de l'Europe sont innombrables. Il suffit de penser à la crise traversée par la C.E.E.; il suffit de penser à l'actuel retour du nationalisme en Allemagne et aux succès électoraux de la N.P.D.; il suffit de prendre en main le plus influent hebdomadaire allemand, le *Spiegel* du 25 avril 1966 et de lire dans l'article du directeur Rudolf Augstein dont le titre est « Für ein neues Rapallo? » (« Pour un nouveau Rapallo? ») une

phrase au hasard: « Un Etat qui a de grandes prétentions ne peut charger aucun mandataire du soin de ses intérêts, aucun de Gaulle, aucune Communauté Economique Européenne, aucune O.T.A.N. Il doit penser de lui-même à soi ».

Ces remarques ne veulent pas être des accusations envers nos amis allemands. La très grande majorité d'entre eux n'est entrée dans le fédéralisme que depuis peu, n'a pas encore pu se rendre compte du caractère de notre entreprise, n'a pas encore compris qu'il s'agit, si nous voulons rester autonomes, d'une lutte, d'un *Kampf*. Or il est certain que la lutte politique — c'est-à-dire la ruse, la violence et le sacrifice — répugne instinctivement. Et ceux qui n'en ont pas expérimenté concrètement la nécessité tendent à fuir dans une conception idyllique de la politique comme discussion pacifique entre personnes raisonnables, dans laquelle la solution juste prévaut en vertu de sa vérité au cours de la confrontation des opinions. Mais, hélas, cette conception de la politique est fautive. Il n'est pas superflu de rappeler qu'elle guidait, au moins inconsciemment, les sociaux-démocrates allemands qui ne surent pas s'opposer, avec la guerre civile, à la première guerre mondiale (comme d'ailleurs tous les sociaux-démocrates européens) et les mêmes sociaux-démocrates allemands qui ne surent pas *kämpfen* contre Hitler.

Ce rappel n'est pas, à notre avis, hors de propos. C'est un fait que, si nous sommes convaincus que la fédération européenne est l'objectif politique primordial de notre époque, nous le sommes parce que, sans elle, toutes les valeurs fondamentales de la civilisation occidentale subiraient en Europe un irréparable échec. Si nous ne voulons pas que cela arrive, nous devons être prêts à lutter, en nous préparant tout de suite, sans attendre que les événements prennent une tournure dramatique, car la lutte est difficile, et tout ce qui est difficile, même les attitudes morales, ne s'improvise pas. Et nous devons nous préparer, en premier lieu en apprenant à utiliser un langage qui reflète fidèlement le caractère de notre engagement.

2) En ce qui concerne l'argument du doute méthodologique, il suffira de rappeler que son domaine est l'activité théorique et non la praxis. Appliqué à la première il est la condition essentielle de tout progrès de la connaissance. Appliqué à la seconde, il ne signifie que faiblesse, manque de décision, en dernière analyse inaction. Et la propagande politique, si elle présuppose un long et pénible travail théorique, est praxis quand elle est en action et ne doit viser qu'un but: l'efficacité. Certes le doute méthodologique joue un rôle fondamental dans la

politique, à travers les institutions démocratiques, qui ne sont rien autre que l'incarnation du principe qu'aucun parti n'a la raison pour soi par décret divin et que les solutions justes jaillissent plus facilement par l'affrontement et par la succession des partis au pouvoir. Mais les institutions ne sont pas action, ne sont pas praxis. Elles sont, quand elles existent et fonctionnent, les règles de l'action. Elles sont, quand elles n'ont pas encore été réalisées, le but, l'objectif de l'action des hommes qui luttent pour les créer. Et la définition de l'objectif précède l'action, est le fruit d'une activité théorique. En ce qui concerne en particulier les institutions démocratiques, il ne sera pas inutile par ailleurs de rappeler qu'elles sont le fruit de la lutte d'hommes qui étaient si loin, dans l'action, du doute méthodologique, qu'ils surent mourir pour leurs idéaux.

3) Repousser l'expression *Fortschritt der Arbeiter* signifie fermer les yeux sur un des aspects de la société allemande contemporaine qui est en contraste frappant avec l'une des valeurs fondamentales de la civilisation occidentale: la justice sociale (en cela la société allemande ne diffère certes pas des autres sociétés européennes, mais, à la différence de celles-ci, elle n'a pas le courage de dénoncer ses propres insuffisances). A ce thème spécifique Ralf Dahrendorf consacre quelques chapitres de son dernier livre (1). Il définit la société allemande une société divisée en deux (*halbierte Gesellschaft*), dans laquelle les travailleurs sont séparés de la classe moyenne et des classes supérieures par un véritable abîme, dont la profondeur peut se mesurer sur la base du très bas pourcentage de fils d'ouvriers qui jouissent du bénéfice de l'instruction supérieure, de la mobilité sociale très réduite entre la classe des ouvriers et la classe moyenne, de la maigre considération sociale dont jouissent les ouvriers auprès des autres classes. Certes la distance sociale qui sépare les ouvriers des autres classes s'est réduite par rapport aux temps des violents conflits sociaux (cela est valable du reste pour tous les pays du continent européen). Mais de là à affirmer qu'en Allemagne il n'y a plus d'*Arbeiter*, ou que de toute manière les ouvriers allemands n'ont pas plus besoin de progresser que les autres classes, il y a une grosse différence. « La statistique allemande officielle, écrit Dahrendorf (2), n'aime pas la répartition de la population par classes sociales, et encore moins la corrélation entre l'appartenance à une classe et d'autres caractéristiques. Autrement apparaîtraient avec plus

(1) RALF DAHRENDORF, *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, München, Piper Verlag, 1965.

(2) P. 112.

d'évidence encore certaines propriétés démographiques de la classe des travailleurs (*Arbeiterschicht*): les mariages à un âge plus jeune, le plus grand nombre moyen d'enfants, la plus grande mortalité infantile, la vie moyenne plus brève par rapport aux autres classes. La statistique basée sur des enquêtes peut compléter ces données. Les ouvriers (*Arbeiter*) voyagent plus rarement à l'étranger, ont moins de vacances; ils dépensent une plus grande partie de leur revenu en produits alimentaires, ils ont en général des habitudes de consommation et des opinions diverses de celles des autres classes. On a déjà parlé de l'inégalité dans les possibilités en matière d'instruction; la question tendant à vérifier la situation en ce qui concerne l'égalité de traitement dans les tribunaux et dans les hôpitaux touche un tabou allemand. Il y a ensuite des différences de mentalité à un niveau plus profond, qui concernent la psychologie sociale. Les ouvriers (*Arbeiter*) ont un autre sens du temps. Il leur manque le modèle, caractéristique de la classe moyenne, de la satisfaction différée, c'est-à-dire du renoncement à un plaisir immédiat dans le but d'en avoir un majeur plus tard. Les ouvriers (*Arbeiter*) ont des positions diverses par rapport à l'éducation des enfants, un rapport différent avec l'expérience de la sécurité, une plus grande distance vis-à-vis des valeurs sociales dominantes ».

Nos amis allemands nous pardonneront — surtout ceux qui nous ont fait cette critique spécifique — si nous leur confessons que, en lisant ces phrases si limpides — qui ne font du reste que confirmer ce que nous savions déjà — nous avons eu un mouvement d'irritation. Donc en Allemagne il n'existerait plus d'*Arbeiter*? Donc les ouvriers allemands n'auraient pas plus besoin de progresser que les autres catégories sociales? En face d'affirmations de ce genre nous ne pouvons que nous rapporter aux explications que donne le même Dahrendorf. « Seules des théories psychanalytiques, écrit-il (3), peuvent partiellement expliquer pourquoi précisément une société si divisée compense systématiquement son intimité désunion avec des idéologies de communauté populaire et de cohésion nationale ». L'idée qu'en Allemagne auraient disparu les différences entre les classes est, toujours selon Dahrendorf (4), « un témoignage de l'idéologie allemande de l'harmonie sociale, qui permet de ridiculiser comme esprit irrémédiablement archaïque, ou d'excommunier comme para-communiste, quiconque parle des problèmes des ouvriers ».

(3) P. 120.

(4) P. 111.

Et plus loin (5): « Soutenir que la promotion des droits civils de l'égalité et la réduction des distances entre les classes seraient plus avancées en Allemagne qu'ailleurs est en contraste si évident avec toutes les observations, que cela ne peut avoir un sens que comme idéologie pour calmer les consciences (*Beruhigungsideologie*) ».

Il est certain que l'entreprise fédéraliste en Allemagne n'aura une possibilité de succès que si les fédéralistes en premier lieu — et la population ensuite grâce au stimulant clarificateur du langage par eux employé — savent se libérer de cette *Beruhigungsideologie*. On ne peut pas engager une bataille politique comme la nôtre en refusant, avec une hypocrisie peut-être inconsciente, de regarder en face la réalité et de dénoncer les injustices de sa propre société, car en agissant ainsi on détruit tout ressort idéal de la lutte.

4) Refuser l'emploi des termes qui désignent les grandes valeurs sociales c'est appliquer à toute entreprise politique les catégories qui servent à juger l'actuelle politique nationale, vidée dans toute l'Europe (avec l'exception momentanée et en partie seulement apparente de de Gaulle) de tout contenu idéal et contraintes de tourner autour de thèmes d'importance exclusivement tactique, plutôt qu'autour des grands choix stratégiques. Il est certain que lorsque, par exemple, le Président du Conseil italien parle de paix et de justice, tous sentent ces expressions comme rhétoriques; mais non parce qu'ils pensent que ces mots soient faux en soi; non parce qu'ils pensent qu'il n'y a pas besoin de paix et de justice ou que lutter pour ces idéaux n'ait pas de sens; mais parce qu'ils savent que l'Italie ne peut rien faire pour la paix et pour la justice et que ces mots sont donc employés dans un contexte faux. Lorsque cependant l'histoire place les hommes en face de choix où les grandes valeurs sont effectivement en jeu — et elles *sont* en jeu dans la lutte pour l'Europe — employer ces mots n'est pas rhétorique et y renoncer c'est renoncer à ce qu'ils désignent. Et puisque dans les grands tournants historiques ce sont les valeurs — et non les mesquins intérêts quotidiens — qui poussent les hommes, c'est aussi renoncer à la lutte, renoncer à toute possibilité de succès: vous imaginez-vous les résistants — auxquels on doit le rachat moral de l'Europe de l'abjection du fascisme — employer la même terminologie que l'on emploie pour pousser un conseil municipal à installer une ligne de tramway dans un quartier périphérique?

(5) P. 150.

Mais il y a plus. L'émoussement de la sensibilité par rapport aux valeurs de la paix, de la liberté, etc., et l'ennui pour les mots qui les désignent, impliquent également l'émoussement de la sensibilité par rapport à leur contraire et l'ennui pour les mots relatifs. Qui trouve rhétorique celui qui dit — à propos — « liberté », trouvera également rhétorique celui qui dit — à propos — « dictature », et deviendra facilement la victime de toute tentative autoritaire qui s'habillerait d'une correcte terminologie neutre, comme celle qu'est en train de subir aujourd'hui l'Allemagne avec les « lois sur l'état d'urgence » (*Notstandsgesetze*) (6).

Il est certain que de cette analyse émergent les lignes d'une attitude politique décourageante. A la place de l'idéalisme dans la détermination des fins — c'est-à-dire de la préoccupation de vérifier que les objectifs propres sont en accord avec les valeurs fondamentales — et du réalisme dans le choix des moyens, se substituent le réalisme petit-bourgeois dans la détermination des fins et l'utopisme dans le choix des moyens. Ce qui équivaut à considérer, dans le premier cas, l'homme comme un animal basement utilitaire et complètement insensible à l'appel des valeurs — contre l'évidence historique, qui nous montre que que tous les grands tournants se sont produits au nom de grandes valeurs universelles — et, dans le second, le genre humain comme une idyllique communauté d'anges, au sein de laquelle la raison fait pacifiquement son chemin, sans heurts et sans contrastes. Dans son essai *Politik als Beruf* (7), Max Weber écrivait: « ...il n'y a en définitive que deux seules espèces de péchés mortels en politique: manque d'une "cause" justificatrice... et manque de responsabilité ». Eh bien, l'attitude qui émerge des choix terminologiques ci-dessus examinés se rend coupable de ces deux péchés. En refusant de fonder l'objectif sur certaines valeurs, on vide de son contenu l'objectif même et seul le pur fait de pouvoir demeure en vue (ce qui, dans une situation où le pouvoir n'est pas, par définition, accessible jusqu'au dernier moment pour ceux qui luttent pour l'alternative européenne, constitue une cause inévitable de déviation dans le camp national); en refusant de prendre acte de la nature de lutte de notre entreprise et du caractère militant de notre engagement — en refusant donc d'assumer une attitude respon-

(6) Cfr. l'article de Rudolf Augstein « Notstand — Das Ende aller Sicherheit? » dans *Der Spiegel* N. 16/1966.

(7) Cité à partir du texte italien, traduit dans le volume dont le titre est *Il lavoro intellettuale come professione*, Torino, Einaudi, 1948, p. 135.

sable par rapport aux fins — on se réfugie dans l'utopie et on est réduit à l'impuissance. En tous cas, les deux aspects de cette attitude se conjuguent pour produire un même résultat: l'inaction, l'incapacité d'avoir prise sur la réalité, l'immobilisme. Il est certain que, si nos militants d'abord, l'opinion publique ensuite, grâce à l'action exercée sur elle par les premiers, ne peuvent ou ne savent pas sortir de cet immobilisme, nos perspectives de succès peuvent être considérées comme nulles.

COMPORTEMENTS POLITIQUES ET SITUATION HISTORIQUE

Mais pour que cette attitude, qui renverse le rapport entre idéalisme et réalisme au service de l'inaction, doive être en effet considérée comme fatale pour nos perspectives de succès, il faudrait qu'elle eût pénétré l'âme politique de la très grande majorité des Allemands à une profondeur telle qu'elle puisse être considérée comme une donnée permanente et indépendante du type de lutte politique à laquelle ils sont appelés à participer. A ce sujet il faut observer, en premier lieu, que le manque de passion politique n'est pas une donnée immanente de l'âme des Allemands. Pour le prouver il n'est pas nécessaire de recourir aux arguments théoriques qui démontrent l'inexistence d'entités comme le « caractère national »: il suffit de recourir à l'histoire, qui montre avec une évidence dramatique que l'Allemagne a connu des périodes de passions exaspérées (même si elles se sont surtout manifestées au service de fins perverses).

Dans la mesure donc où l'attitude que nous avons vue existe effectivement et est repandue, elle dépend des expériences politiques que les Allemands ont faites dans le passé et sont en train de faire aujourd'hui, c'est-à-dire du type de lutte politique à laquelle ils ont été et sont appelés à participer et du type d'institutions par lesquelles ils ont été et sont gouvernés.

Naturellement ce conditionnement peut avoir intéressé des couches plus ou moins profondes de la psychologie de l'Allemand moyen et, en théorie, on peut imaginer que l'émoussement de sa sensibilité politique est tellement total qu'il le rend indisponible pour plusieurs années à toute bataille idéale.

Il s'agit donc, en premier lieu, de voir si le refus des expressions que nous avons notées ci-dessus à aujourd'hui en Allemagne des proportions si générales et si radicales que l'on doive en conclure que les Allemands sont devenus totalement imperméables aux valeurs et totalement incapables d'adopter des attitudes militantes en politique, ou si au contraire le phénomène n'a qu'un caractère superficiel; et, en second lieu, d'identifier

les raisons, passées et présentes (mais surtout les présentes, car l'oubli et la succession des générations limitent le rôle du passé dans la détermination des attitudes politiques, au moins dans la mesure où le passé ne se poursuit pas dans le présent en lui léguant ses institutions) de la situation actuelle. Ce n'est qu'après cette analyse que nous pourrions tirer des conclusions sur ce que les fédéralistes peuvent et doivent faire en Allemagne.

LE CARACTERE DU CLIMAT POLITIQUE ALLEMAND

On ne peut nier que la tendance que nous avons décrite ci-dessus existe vraiment en Allemagne, qu'il y ait effectivement une préoccupante surdité aux valeurs et à l'engagement politique qui, dans le langage, se reflète dans l'idéologie de la *Nüchternheit* et de la *Sachlichkeit*, de la sobriété et du concret. Il suffit de voir avec quelle impressionnante indifférence est suivi, on plutôt n'est pas suivi, le débat à propos de la législation sur l'état d'urgence, dont nous avons déjà parlé, une législation dont Jaspers écrit que, grâce à elle, « en un moment fatal, par un seul acte, peut être instituée la dictature, abolie la constitution, créée une situation irréversible de non-liberté politique » (8).

Il faut cependant observer que:

1) Ces canons ne sont observés par les politiques allemands que dans les discussions de politique intérieure. Il sont immédiatement abandonnés quand on touche le thème national ou l'anticommunisme. On sait de quelle rhétorique vide sont remplis les discours des politiques allemands sur la réunification. En 1963 John Fitzgerald Kennedy suscita un enthousiasme indicible parmi les berlinois avec un discours qui commençait par la phrase: « Je suis fier de venir dans cette ville comme hôte de votre illustre maire, qui a été dans le monde entier le symbole de l'esprit combattant de Berlin Ouest » et qui finissait ainsi: « Vous vivez dans une île fortifiée de liberté, mais votre vie fait partie de l'ensemble. Permettez-moi donc de vous prier, en concluant, d'élever vos regards au-dessus des dangers d'aujourd'hui, vers les espérances de demain, au-delà de la liberté limitée à cette ville de Berlin et à votre pays, l'Allemagne, vers le progrès de la liberté partout, au-delà du mur vers le jour de la paix dans la justice, au-dessus de vous et de nous, vers tout le genre humain.

(8) Cité à partir des extraits publiés en avant-première par *Der Spiegel* du volume de KARL JASPERS, *Wohin treibt die Bundesrepublik?* En particulier le passage cité a été tiré du N. 19/1966.

La liberté est indivisible, et quand un seul homme est réduit en esclavage, personne n'est libre. Quand nous serons tous libres, alors nous pourrions regarder le jour où cette ville sera une, et où ce pays et ce grand continent européen seront réunis dans un monde pacifique et plein d'espérances. Quand ce jour viendra, et il viendra, le peuple de Berlin Ouest pourra se souvenir avec une calme satisfaction d'avoir été en première ligne pendant au moins vingt ans.

Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont citoyens de Berlin et c'est pourquoi, comme homme libre, je suis fier de dire: "Je suis un berlinois" ».

Comme il est facile de le voir, il s'agit d'un discours que l'on ne peut définir ni *nüchtern* ni *sachlich*, dans lequel le langage militant et les mots tonnants ne sont pas épargnés. Malgré cela, il eut un énorme écho en Allemagne. Cela nous permet déjà de tirer une première conclusion intéressante: les mots que nous avons vus ne sont pas repoussés en tant que tels, mais ils sont acceptés ou refusés selon les personnes qui les prononcent et, surtout, selon les cibles qu'ils visent. Cette conclusion renforce évidemment l'impression que le refus de certains mots a une fonction idéologique spécifique, c'est-à-dire que ces mots sont soigneusement évités quand il s'agit de masquer ou d'atténuer certains conflits potentiels — qui déplaisent au pouvoir — et sont à nouveau introduits pour alimenter d'autres conflits — qui au contraire profitent au pouvoir — et que par conséquent l'état d'âme consécutif peut être facilement dépassé en démystifiant cette idéologie, c'est-à-dire en découvrant la situation de pouvoir particulière qui la détermine.

2) Comme il ressort clairement d'une série d'interviews faites dans le monde ouvrier allemand par quelques sociologues (9) dont quelques passages sont cités dans le volume de Dahrendorf, quand les ouvriers allemands parlent d'eux-mêmes, ils s'appellent généralement *Arbeiter*. C'est une évidente confirmation de la thèse selon laquelle la théorie de l'inexistence de travailleurs en Allemagne n'est qu'une *Beruhigungsideologie* des classes supérieures, et cela permet de comprendre que les conflits sociaux en Allemagne ne soient que masqués — ou au plus assoupis — mais certes pas dépassés, et nous confirme dans la conviction que les injustices sociales — qui existent en Allemagne comme partout ailleurs — ne doivent en rien cesser de constituer l'un des thèmes fondamentaux de notre propagande.

(9) H. POPITZ, M. P. BAHRDT, E. A. JÜRES, H. KESTING. *Das Gesellschaftsbild des Arbeiters*, Tübingen, 1961.

3) Parmi les intellectuels, le conformisme et le manque de courage sont bien loin d'avoir un caractère général. Les voix de désaccord et d'accusation existent, et ne restent pas non écoutées. Nous ne citerons que deux exemples parmi les plus récents. Le volume de Dahrendorf, déjà plusieurs fois cité, est tout entier une courageuse dénonciation de la stagnation de la vie politique allemande. « Le conflit, écrit-il (10), est un élément vital de toute société; il la maintient ouverte aux changements; il empêche la dogmatisation de l'erreur. L'aversion pour le conflit est une caractéristique fondamentale de la pensée politique autoritaire, dont la pratique se paie toujours non seulement par la possibilité de contrôler le changement, mais aussi par la liberté des citoyens. Telle est la charnière de notre critique à la tendance générale de la social-démocratie [allemande en l'occurrence] à éviter les conflits, à sa recherche de responsabilité, unité, nation, Etat et ordre. Depuis l'époque du programme de Godesberg, la S.P.D. de la *Bundesrepublik* a poussé si en avant sa politique de conciliation, que la Grande coalition (11) paraît déjà réalisée avant qu'elle ne siège au gouvernement; le prix, c'est la société allemande qui le paie, avec la vitalité de ses institutions démocratiques... L'erreur théorique qui est derrière cette aversion au conflit n'est pas limitée au mouvement des travailleurs. Elle se trouve dans la dangereuse confusion entre intégration sociale et harmonie sociale. La confusion est dangereuse parce qu'elle suggère de commencer par l'institution de l'harmonie et parce que celle-ci n'est toujours possible que grâce à des mesures répressives ».

Citons encore le volume de Karl Jaspers, auquel nous avons déjà fait allusion ci-dessus, où il définit le climat politique allemand « une tranquillité politique de cimetière » (*politische Kirchhofsruhe*) (12), où une oligarchie de partis transforme progressivement l'Etat dans un sens autoritaire en excluant systématiquement le peuple de la vie politique.

4) Une dernière considération importante nous est suggérée par notre expérience personnelle. Les 7 et 8 mai 1966 s'est déroulé à Berlin en public le Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen, avec un succès inattendu même pour les plus optimistes. Les citoyens berlinois ont adhéré en grand nombre, bien que sur le texte de la fiche figurassent les phrases tant

(10) PP. 222-3.

(11) Par « Grande coalition » (*Grosse Koalition*) on entend un gouvernement dont fasse partie tant la C.D.U. que la S.P.D.

(12) *Der Spiegel*, N. 19/1966.

stigmatisées et bien qu'un militant berlinois non informé les répétait au haut-parleur.

Nos amis allemands sont donc décidément plus royalistes que le roi. Certes on pourra nous objecter que de nombreux citoyens ne se sont pas formalisés du texte de la fiche et ont adhéré bien que le trouvant rhétorique, vu le faible engagement que de toute façon l'adhésion comporte. C'est possible. Mais il se peut que cela se produise aussi en Italie et en France. Et, si c'est vrai, cela n'a aucune importance. Le citoyen commun, dans n'importe quel pays du monde, tant que la situation politique est relativement stable, a pour la politique un intérêt superficiel. Il serait absurde de prétendre qu'il adhérerait au Recensement avec un enthousiasme correspondant au ton des slogans contenus dans le texte de la fiche d'adhésion. Mais le texte de la fiche n'a pas été pensé pour aujourd'hui; il a été pensé pour demain, c'est-à-dire pour le moment où la revendication du pouvoir constituant du peuple fédéral européen deviendra actuelle. Ce sera un moment de passion populaire, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur le déroulement futur du processus d'intégration européenne. Le choix européen met en jeu le destin de 150 millions d'hommes. Il constituera un tournant de portée historique incalculable. Il est simplement impensable qu'il se réalise dans un climat de *Nüchternheit* et de *Sachlichkeit*. Il est impensable qu'il s'accomplisse avec des slogans comme ceux par lesquels nos amis allemands voudraient voir remplacer les slogans actuels.

Ce qui compte aujourd'hui c'est que nos textes, même si inévitablement ils ne correspondent pas pleinement, dans le ton, à l'état d'âme des citoyens, correspondent cependant, dans la substance, à l'aspiration diffuse vers l'unité européenne. Qu'une telle correspondance existe aussi en Allemagne, le Recensement de Berlin l'a démontré sans équivoque, comme il a démontré que, de toute façon, nos mots d'ordre ne sont ni ridicules ni propres à épouvanter.

CAUSES DU CLIMAT POLITIQUE ALLEMAND

L'explication des nombreux tabous linguistiques allemands qui revient le plus fréquemment est celle qui fait remonter l'aversion pour certains mots à l'abus qui en a été fait dans le passé par les nazis et qui en est fait maintenant par les dirigeants de Pankow. Les expressions *Kampf*, *kämpferisch*, etc.,

ont été propres tant au vocabulaire nazi (13) qu'au vocabulaire communiste (14). Il en est de même de *Volk*, dont ont abusé également tant les nazis que les communistes (15). *Arbeiter* est évidemment un mot-clef du langage politique de la R.D.A. (16). Un tel discours vaut pour les termes qui désignent les valeurs.

On ne peut cependant pas discuter ce fait: que certains termes aient été employés par les nazis et soient employés aujourd'hui par les communistes ne fournit pas en soi une explication suffisante des nombreux tabous linguistiques allemands. Les mots évités en effet ne sont pas seulement ceux qui désignent des formes typiques des régimes nazi et communiste ou des valeurs typiques de leurs idéologies, mais aussi d'autres, comme ceux que nous avons vus, qui sont indispensables dans tout discours politique démocratique. Par conséquent le fait que les politiques de la *Bundesrepublik* laissent aux nazis et aux communistes le monopole de mots comme *Volk*, *Freiheit*, *Wahrheit*, *Kampf*, etc. n'est certes pas l'indice d'une solide conscience antinazie et anticommuniste, qui ne pourrait se passer de ces mots, mais l'indice de la faiblesse du régime, de l'insécurité dans la capacité de l'actuelle formule politique de la *Bundesrepublik* de dépasser les spectres du passé et du présent: à la *unbewältigte Vergangenheit* se joint la *unbewältigte Gegenwart*.

Cette situation d'insécurité est vue clairement par Dahren-dorf. Il voit la base politique de l'aversion pour le conflit (*Sehnsucht nach Synthese*), si répandue en Allemagne, dans le "cartel de la peur" (*Kartell der Angst*) qui unit les élites allemandes. « Par cartel des élites, écrit-il (17), je n'entends pas ici quelque accord explicite, fixé par écrit, entre les généraux, les industriels, les évêques et les présidents de partis; cette idée serait aussi absurde que celle du contrat social authentifié par le notaire. J'entends au contraire un comportement des

(13) Cfr. WALTHER DIECKMANN, *Information oder Überredung*, Marburg, Elwert Verlag, 1964, p. 57.

(14) Ce dernier en particulier fait constamment usage d'un grand nombre de composés de *Kampf*: *Kampfaktion*, *-appel*, *-aufgebot*, *-aufruf*, *-geist*, *-organ*, *-tag*, *Betriebskampfgruppe*, *Friedenskampf*, etc. Cfr. HUGO MOSER, *Sprachliche Folgen der politischen Teilung Deutschlands*, Düsseldorf, Pädagogischer Verlag Schwann, 1962, p. 39.

(15) HERBERT BARTHOLES y consacre un volume entier, intitulé *Das Wort «Volk» im Sprachgebrauch der SED*, Düsseldorf, Pädagogischer Verlag Schwann, 1964.

(16) Le terme était au contraire évité dans le langage politique nazi. Cfr. DIECKMANN, op. cit., p. 83.

(17) Op. cit., p. 296.

élites qui équivaut à un accord tacite, à une entente pour distribuer le pouvoir social selon une certaine formule et pour ne pas mettre en discussion cette formule... Le cartel des élites est le résultat de l'attitude générale de défense de ses membres ».

Nous devons au contraire nous éloigner de Dahrendorf pour indiquer les causes de ce *Kartell der Angst*. Dans une certaine mesure, la *Sehnsucht nach Synthese* a toujours été une caractéristique typique des rapports entre les forces démocratiques dans les Etats du continent européen. Sa cause est la menace constante déterminée par la présence, à l'intérieur de l'Etat, d'une opposition de régime (aujourd'hui constituée par les communistes). Puisque la forme même de l'Etat — le système démocratique — est constamment mise en discussion, le problème de la défense du régime, qui unit entre elles toutes les forces démocratiques — acquiert une importance prééminente vis-à-vis des choix de gouvernement qui les divisent. C'est l'origine des gouvernements de coalition, de l'immobilisme caractéristique des régimes démocratiques du continent. En eux la présence du devoir fondamental de la défense de la démocratie du danger provenant de l'aile anti-constitutionnelle empêche les dissensions sur les choix de gouvernement existant entre les partis démocratiques de s'exprimer publiquement et de donner lieu à des positions claires d'alternative — autour desquelles puisse se dérouler la bataille politique — mais les pousse à se manifester secrètement dans les pourparlers, soustraits au contrôle démocratique, entre les partis de la coalition, contraints par la nécessité à se présenter avec des positions communes en face de l'ennemi commun, à élaborer des compromis difficiles — et inévitablement immobilistes — entre des positions opposées.

Aujourd'hui cependant, en particulier, il faut ajouter à ce tableau, valable pour toute l'histoire du continent européen des dernières cent années deux données ultérieures, dont la première concerne tous les Etats européens et la seconde l'Allemagne particulièrement. Réunies, elles rendent compte de la gravité de l'actuelle stagnation de la vie politique allemande. La première, sur laquelle il sera inutile de s'arrêter — car elle a été plusieurs fois traitée tant sur cette revue que sur le Journal du Recensement — est constituée par la perte d'indépendance des Etats de l'Europe continentale. Elle ôte aux gouvernements nationaux la possibilité même de faire des choix qui ne soient pas purement techniques ou, en politique étrangère, celui entre l'immobilisme et le chantage envers les grandes puissances, et rend donc le débat politique stérile et vide.

La seconde est constituée par la position particulière de l'Allemagne. Sa division entre les deux sphères d'influence a fait

en sorte que les partis démocratiques de la *Bundesrepublik* se trouvent dans la nécessité de se défendre de la menace d'un parti, le parti communiste de la R.D.A. (18), qui, au sein du système communiste — qui maintient l'Allemagne divisée — a la responsabilité directe de la gestion du pouvoir dans la zone d'occupation soviétique et qui, par conséquent, en contribuant à consolider la division, ne met pas en fait seulement le régime en discussion, mais la justification idéologique même de l'Etat, le principe national.

Il en résulte quelques conséquences importantes qui donnent une poussée ultérieure puissante à l'étouffement du débat politique en Allemagne: 1) le parti communiste n'a pas pu s'installer dans la *Bundesrepublik* non certes parce que dans la *Bundesrepublik* même existerait un terrain politico-social sain qui n'en permettrait pas le développement, comme par exemple en Angleterre, mais parce que le communisme apparaît comme anti-national. Tel est le fondement qui permet aux Allemands de considérer naturelle, non anti-démocratique la mise hors-la-loi du parti communiste même. 2) Par contre le parti communiste, de l'extérieur, exerce sur les partis démocratiques la même influence que dans les autres pays européens, mais dans une mesure très supérieure, car ébranler la solidarité entre les partis démocratiques dans la *Bundesrepublik* c'est de nouveau non seulement mettre en danger le régime mais aussi l'Etat. Cette influence explique la requête toujours renouvelée visant à créer un gouvernement auquel participent tous les partis, un gouvernement d'unité nationale, qui du reste est déjà réalisé dans les faits par l'attitude continuellement conciliante de la S.P.D. « Les expériences ont démontré, dit Willy Brandt dans une interview publiée dans le *Spiegel* (19), que dans des questions importantes de la politique de réunification (*Deutschland-Politik*) aucun parti ne peut agir seul. La S.P.D. ne pourrait pas soutenir un conflit avec les communistes en subissant en même temps sur ses flancs l'attaque de la C.D.U. Même la C.D.U. ne peut aller de l'avant contre et sans la S.P.D. Si l'on veut progresser l'impératif de la collaboration s'impose ». Il est facile de comprendre que dans cette situation et dans le climat qui en dérive, sont impossibles même ces manifestations marginales d'opposition démocratique

(18) La dénomination officielle du parti est *Sozialistische Einheitspartei Deutschland* (SED). Le nom de Parti Socialiste Unifié est déterminé par le fait que, dans sa forme actuelle, il est né de la fusion forcée, survenue en 1946, entre parti communiste et parti social-démocratique.

(19) N. 18/1966.

existant dans les autres Etats continentaux — comme celle du parti libéral en Italie par exemple — qui, tout en n'entamant pas l'analogie subsistant entre les différents systèmes, contribuent cependant à donner un peu d'espace et de vivacité au débat politique.

Telle est la situation sous l'apparente stabilité de la vie politique allemande. Et dans ce climat il est parfaitement compréhensible que le langage de la politique perde toute vigueur; il devient le langage éteint et technique du compromis, soustrait au contrôle populaire, qui ne peut s'exercer qu'en présence de positions opposées et non face au cartel de la peur qui monopolise tous les centres de décision et ne permet pas la naissance d'une alternative — car aucune alternative n'existe en Allemagne au commun radotage pangermanique qui unit dans l'immobilisme le gouvernement et la pseudo-opposition. Sous cet angle on peut même dire que l'absence du communisme à l'intérieur de l'Etat constitue un malheur pour les Allemands. Sa présence dans les autres Etats, comme la France et l'Italie, donne au moins un peu de vie au débat politique — si infructueux soit-il — divise l'opinion publique, la stimule, la confronte à des solutions diverses.

LA TACHE DES FEDERALISTES

C'est là que s'insère le discours sur la responsabilité des fédéralistes. C'est leur devoir de se soustraire à l'influence du cartel de la peur. La *politische Kirchhofsruhe* qui existe en Allemagne est causée par le fait que l'Etat national allemand mutilé ne peut pas offrir une alternative au communisme, n'a pas un autre chemin à indiquer, un message à lancer. Il n'en est pas de même des fédéralistes, qui proposent une véritable alternative, une véritable voie de sortie. L'opinion publique allemande saura le comprendre. Elle l'a compris à Berlin, à l'occasion du Recensement. Ce serait une erreur fatale que de vouloir la considérer sourde aux valeurs politiques en général et non disponible pour n'importe quel type de lutte. Il suffit de ne pas lui mentir. Il suffit de lui montrer la lutte juste. Et, pour ne pas lui mentir, le premier impératif est d'appeler liberté la liberté, justice la justice, travailleurs les travailleurs, lutte la lutte. Sans rhétorique, mais sans peur. Les citoyens, qui sont bien moins stupides qu'on ne le croit souvent, comprendront.

Les livres

HUGO MOSER, *Sprachliche Folgen der politischen Teilung Deutschlands*, 1962, 62 pp.

ERNST G. RIEMSCHEIDER, *Veränderungen der deutschen Sprache in der sowjetisch besetzten Zone Deutschlands seit 1945*, 1963, 102 pp.

Das Aueler Protokoll. Deutsche Sprache im Spannungsfeld zwischen West und Ost, 1964, 176 pp.

HERBERT BARTHÖLMES, *Das Wort « Volk » im Sprachgebrauch der SED*, 1964, 242 pp.

tous chez Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf.

Il s'agit de quatre études sur les modifications qu'a subies le langage allemand, surtout politique, dans la zone d'occupation soviétique depuis la fin de la guerre. Elles témoignent l'intérêt avec lequel cette matière est suivie en Allemagne, ce qui fait un vif contraste avec le peu d'attention avec laquelle, au contraire, sont suivies et étudiées les évolutions du langage politique dans la *Bundesrepublik* (à quelques louables exceptions près, telles que le volume de Dieckmann dont le compte-rendu a paru dans *Le Fédéraliste*, 2/1965). Les analyses contenues dans les ouvrages ici considérés sont elles-mêmes faussées du fait qu'en général le langage politique employé dans la *Bundesrepublik* est pris comme paradigme, comme langage idéal par rapport auquel sont évaluées les formes employées au-delà du rideau de fer.

Les analyses et les comparaisons contenues dans les essais ici considérés ne sont pour cela moins précises, rigoureuses et documentées, ni les études théoriques, contenues surtout dans l'ouvrage collectif *Das Aueler Protokoll* (procès-verbal d'un colloque tenu en septembre 1962), moins intéressantes.

Les études en question s'accordent pour constater dans le langage politique de la R.D.A. des changements profonds de sens dans les termes qui dénotent les grandes valeurs sociales, la substitution d'une terminologie de valeur à celle purement descriptive et, en général, une forte et artificielle tension émotionnelle.

f. r.

KARL MANNHEIM, *Wissenssoziologie*, Berlin und Neuwied, Hermann Luchterhand Verlag, 1964, 750 pp.

Ce volume, mis au point par Heinz Maus et Friedrich Fürstenberg, contient des écrits du philosophe et sociologue hongrois allant de 1918 (« Seele und Kultur ») à 1930 (« Über das Wesen und die Bedeutung des wirtschaftlichen Erfolgsstrebens »). Il comprend des essais aussi bien philosophiques que sociologiques. Particulièrement intéressants sont quelques-uns d'entre les premiers, qui permettent de suivre la ligne de pensée qui a amené Mannheim à concevoir celle qui peut être considérée son œuvre principale: *Ideologie und Utopie*, de 1929. Citons à ces propos l'essai de 1921-22 « Beiträge zur Theorie der Weltanschauungsinterpretation », dans lequel il identifie trois couches de « sens » dans l'action humaine: le sens objectif (*objektiver Sinn*), le sens expressif (*Ausdruckssinn*) et le sens documentaire (*Dokumentsinn*); et celui de 1924 (« Historismus ») dans lequel il analyse la caractéristique de la pensée qui consiste à être toujours conditionnée par le point de vue où il lui arrive d'être placée, dans l'histoire et dans la société (*Standortsgebundenheit*).

Le volume se conclue par une bibliographie très soignée et par un excellent index analytique.

f. r.

HERMANN HESSE, *Krieg und Frieden*, Frankfurt am Main und Hamburg, Fischer Bücherei, 1965, 156 pp.

Il s'agit d'un recueil d'écrits s'étalant de septembre 1914 (« O Freunde, nicht diese Töne! ») à la fin de 1948 (« Über Romain Rolland »). Il s'en dégage le tableau d'une âme noble et passionnée qui, dans la période la plus tragique de l'histoire européenne, a toujours su garder intactes, dans la solitude, les valeurs humaines les plus hautes. Le motif dominant de ces brefs écrits, c'est un appel, touchant et courageux, à la paix,

à la raison, à la tolérance et contre le nationalisme. « Ils peuvent être bien supérieurs à moi en tout le reste, pouvait-il écrire en août 1945 (« Schluss des Rigi-Tagebuches ») en se référant à des amis, mais il y a un point où j'ai des expériences plus anciennes que les leurs: la libération du nationalisme ».

Hermann Hesse ne propose dans ses écrits aucune alternative politique à la situation tragique de l'Europe au temps des deux conflits mondiaux et de l'entre-deux-guerres. Cela est compréhensible. Il n'a jamais été un politique et, en outre, la plupart de ses écrits remontent à une époque dans laquelle il était presque impossible de voir une solution à la condition douloureuse de l'Europe. C'est pourquoi il ne sait que prêcher, d'un ton ému et passionné, un renouvellement intérieur de l'humanité européenne. « Si j'appelle 'politiques' mes articles, écrit-il dans l'avant-propos à une édition de 1946, je le fais toujours entre guillemets, parce qu'il n'y a rien de politique en eux que l'atmosphère dans laquelle ils sont nés. Pour le reste ils sont tout le contraire de politiques, parce que chacune de ces considérations cherche à mener le lecteur non pas devant la scène du monde et ses problèmes, mais dans son intérieur, devant sa conscience personnelle ».

f. r.

OTTO HABSBOURG, *Europa — Grossmacht oder Schlachtfeld*, Wien-München, Verlag Herold, 208 pp.

Otto de Habsbourg est un écrivain qui a une compréhension lucide des lois qui gouvernent la politique internationale et qui sait appliquer à la situation mondiale actuelle les canons élaborés par les grands théoriciens allemands de la raison d'Etat. La thèse de fond de son volume est déjà contenue dans son titre: « Europe — Grande puissance ou champ de bataille ». L'Auteur voit lucidement que le vrai choix en face duquel les Européens se trouvent aujourd'hui est celui entre la division et l'unité. C'est seulement en s'unissant que les Européens pourront éviter que l'Europe devienne le théâtre passif du jeu de puissance entre les grands Etats mondiaux. C'est seulement en s'unissant qu'ils pourront prendre sur soi les responsabilités à niveau mondial qu'il est de leur devoir d'assumer par suite du stade d'évolution de leur civilisation et de leur technologie.

Le volume se conclut par un rappel passionné aux Européens, pour que chacun d'eux s'engage personnellement dans la lutte pour l'Europe. Mais il s'agit d'un rappel qui ne peut que tomber dans le vide. On ne peut mobiliser des énergies en con-

sidérant le problème de l'unité européenne exclusivement sous l'angle de la puissance et non pas sous celui de la liberté, de la démocratie, de la justice sociale, ni sous celui de sa signification comme premier pas vers la fédération mondiale.

f. r.

KARL J. NEWMANN, *Zerstörung und Selbstzerstörung der Demokratie. Europa 1918-1938*, Köln-Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1965, 533 pp.

Karl J. Newman, professeur à l'Université de Cologne, étudie dans ce livre les causes de la décadence de la démocratie en Europe entre les deux guerres et les techniques employées par les mouvements totalitaires pour arriver au pouvoir.

Surtout dans son analyse des causes de la faiblesse de la démocratie européenne dans la période considérée, Newmann avance nombreuses suggestions intéressantes, appuyées sur une profonde connaissance des événements de l'entre-deux-guerres. Les trois éléments auxquels il attribue le plus d'importance sont: le système électoral proportionnel, appliqué dans presque toutes les démocraties du continent dans le premier après-guerre, qui empêcha la création d'exécutifs stables, en multipliant le nombre des partis; le problème des nationalités, déterminé par l'absurde prétention des vainqueurs, à Versailles, de découper l'Empire autrichien selon des lignes nationales; et finalement, les difficultés économiques provoquées dans la *Mitteleuropa* par la division du grand marché autrichien en nombre de petits marchés nationaux, qui adoptèrent tout de suite une politique protectionniste, tout en disposant d'un espace économique tout-à-fait insuffisant.

Ce qui manque, dans le volume de Newmann, c'est l'encadrement des phénomènes étudiés dans l'horizon général de la décadence du système européen des Etats-nations, ce qui donnerait aux éléments identifiés par l'auteur une signification bien plus profonde.

f. r.

TABLE DES MATIERES DE LA VII^e ANNEE (1965)

<i>L'Europe après l'accord sur le prix des céréales</i> . . .	p. 1
<i>Editorial</i>	» 93

Essais

BRUNO CAIZZI, <i>Suisse et France: histoire de deux grandes entreprises ferroviaires</i>	» 10
ALESSANDRO CAVALLI, <i>La jeunesse et la réunification de l'Allemagne</i>	» 32
MARIO ALBERTINI, <i>L'« utopie » d'Olivetti</i>	» 95
MARIO ALBERTINI, <i>L'intégration européenne</i>	» 149

Les faits et les idées

<i>La réforme du gold exchange standard</i> (m. a.)	» 45
<i>Un danger évité</i> (g. m.)	» 47
<i>L'Allemagne vue de la Chine</i> (f. r.)	» 49
<i>Où est la politique aujourd'hui?</i> (m. s.)	» 53
<i>Un gouvernement pour l'Europe</i> (m. a.)	» 103
<i>L'Europe à ce jour</i> (m. a.)	» 106
<i>La crise de l'Etat en Europe occidentale</i> (m. a.)	» 108
<i>Européisme et nationalisme</i> (m. a.)	» 169
<i>Un germe dangereux</i> (m. a.)	» 171
<i>La France après les élections présidentielles</i> (m. a.)	» 173
<i>La crise de l'O.T.A.N.</i> (m. a.)	» 176
<i>"Petits riens" strasbourgeois</i> (a. c. b.)	» 178

Les problèmes de l'action

<i>Une motion du Comité régional lombard sur les rapports entre le Front et le Recensement</i>	» 62
<i>Lettre ouverte aux membres du Comité central du M.F.E.</i>	» 63

<i>Une note de M. Karlheinz Koppe sur les rapports entre l'A.E.F. et le M.F.E.</i> »	67
<i>Accord sur la complémentarité entre le Front et le Recensement. Dissolution d'Autonomie Fédéraliste</i> . . . »	125
FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>A propos du langage politique en Allemagne</i> »	210

Les livres

C.N.E.P.S.E.E., <i>Sentiment national en Allemagne et en Belgique</i> »	89
G. CALCHI-NOVATI, <i>L'Africa nera non è indipendente</i> . . . »	90
G. BURDEAU, <i>La democrazia</i> »	90
A. J. ZURCHER, <i>La lotta per l'Europa Unita 1940-1958</i> . . . »	91
B. VOYENNE, <i>Histoire de l'idée européenne (g. m.)</i> . . . »	138
W. DIECKMANN, <i>Information oder Ueberredung (f. r.)</i> . . . »	140
H.-J. NETZER (ed.), <i>Adenauer und die Folgen (f. r.)</i> . . . »	144
J. SZOKOLOCZY-SYLLABA, <i>Les organisations professionnelles françaises et le Marché commun (a. m.)</i> »	145
H. MOSER, <i>Sprachliche Folgen der politischen Teilung Deutschlands</i>	
E. G. RIEMSCHEIDER, <i>Veränderungen der deutschen Sprache in der sowjetisch besetzten Zone Deutschlands seit 1945</i>	
<i>Das Aueler Protokoll. Deutsche Sprache im Spannungsfeld zwischen West und Ost</i>	
H. BARTHOLMES, <i>Das Wort « Volk » im Sprachgebrauch der SED (f. r.)</i> »	227
K. MANNHEIM, <i>Wissenssoziologie (f. r.)</i> »	228
H. HESSE, <i>Krieg und Frieden (f. r.)</i> »	228
O. HABSBURG, <i>Europa — Grossmacht oder Schlachtfeld (f. r.)</i> »	229
K. J. NEWMANN, <i>Zerstörung und Selbstzerstörung der Demokratie. Europa 1918-1938 (f. r.)</i> »	230

Les discussions

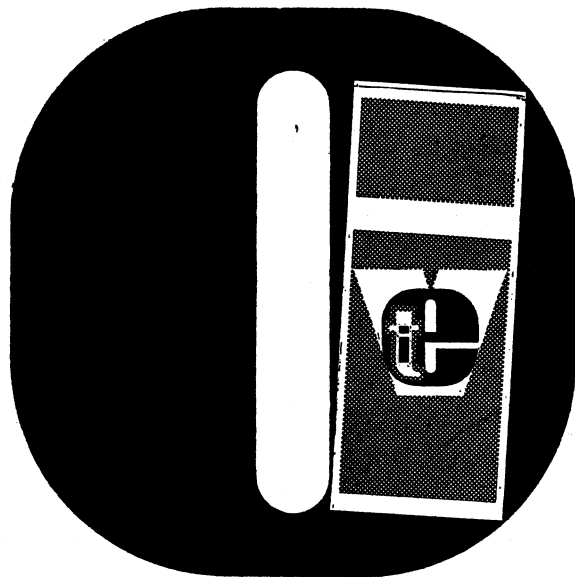
<i>Une lettre de M. le Chanoine Orban</i> »	132
---	-----

Fiches

<i>Les mouvements fédéralistes et européistes</i> »	110
<i>Les Communautés européennes ou la phase confédérale de l'unification européenne</i> »	117
<i>L'idée de nation</i> »	189
<i>La stratégie de la lutte pour l'Europe</i> »	196

Les documents

<i>Deux articles de la revue 'The Commonweal' à propos des rapports entre U.S.A. et Europe occidentale</i> . . . »	79
--	----



**OLIVETTI
INDUSTRIA
ITALIANA
EUROPEA
MONDIALE
OVUNQUE CIFRE E PAROLE
SONO STRUMENTI
DI CONOSCENZA
E LAVORO**

olivetti

macchine per scrivere
manuali ed elettriche
da ufficio, da studio e portatili
addizionali e
calcolatrici elettriche scriventi
contabili e
fatturatrici alfanumeriche
telescriventi
classificatori
schedari e mobili metallici
macchine utensili di precisione
apparecchiature
per l'elaborazione integrata
dei dati
calcolatori elettronici